

217F 42R

175 107

ACTE DE BASE - REGLEMENT DE COPROPRIETE
REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

**ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES DE LA
RESIDENCE ATHOS**
ayant son siège social à Tubize, chaussée d'Hondzocht, actuellement
aux numéros 75,79 et 81

L'AN DEUX MIL QUATRE

Le vingt et un juin

A Tubize, en l'étude.

Devant Nous, Maître **Pierre STERCKMANS**, Notaire, résidant à Tubize, à
l'intervention de Maître **Etienne DERYCKE**, Notaire à la résidence de Tubize.

ONT COMPARU

1. La Société Coopérative à Responsabilité Limitée "**CHEZ NOUS**", ayant son siège
social à Tubize, rue de la Colline, numéro 65/303, constituée suivant acte sous seing privé
en date du dix novembre mil neuf cent cinquante, publié aux Annexes du Moniteur belge
des onze et douze décembre suivant, sous le numéro 25.493 dont les statuts ont été
modifiés par acte du Notaire Jean Dandois, ayant résidé à Tubize, le vingt-deux juin mil
neuf cent quatre-vingt, dont un extrait a été publié à l'annexe du Moniteur belge, le douze
juillet mil neuf cent quatre-vingt, sous le numéro 1422-22 et modifiés en dernier lieu par
acte du Notaire Pierre STERCKMANS, soussigné, en date du seize juin mil neuf cent
nonante-huit, publié par extrait aux Annexes du Moniteur belge du sept juillet suivant, sous
le numéro 980707.

Enregistrée à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0400.360.570 et
assujettie à la Taxe sur la Valeur Ajoutée sous le numéro 400.360.570.

Ici représentée par :

Monsieur Albert BECCAERT, administrateur délégué, domicilié à Tubize, rue
de la Colline, numéro 65/303, lequel agissant en vertu de l'article quatorze des
statuts, nommé à cette fonction suivant assemblée générale du dix-neuf juin deux mil,
publié aux annexes du Moniteur belge du onze juillet deux mil, sous le numéro
20001107-0179.

175
107
29/06/04



ORIGINE DE PROPRIETE

3°) Monsieur déclare et garantit être propriétaire du bien suivant :

COMMUNE DE TUBIZE (ex-Tubize)

Première division

Une maison d'habitation avec jardin sise chaussée d'Hondzocht, numéro 81 cadastrée ou l'ayant été section A numéro 475/02R/3 pour une contenance d'après cadastre et titre de un are dix centiares tenant ou ayant tenu à

ORIGINE DE PROPRIETE

II. DECLARATIONS D'INTENTIONS - PERMIS D'URBANISME

La société coopérative à responsabilité limitée « **CHEZ NOUS** » se propose de démolir les bâtiments actuellement construits sur les trois parcelles de terrain précitées et d'ériger sur ces trois parcelles un immeuble à appartements multiples dénommé « **ATHOS** » plus amplement décrit ci-après.

Les comparants souhaitent devenir propriétaires d'appartements, de caves, d'emplacements de parkings dans cette résidence, tels que ces appartements, caves et emplacements de parkings seront décrits et précisés dans l'acte de base ci-après.

En vue de cette opération la SCRL « **CHEZ NOUS** », et les actuels propriétaires des parcelles de terrain précitées procéderont entre eux à un acte d'échange dont les modalités sont exposées ci-après.

Une demande de démolition des bâtiments existants et d'octroi de permis de construire pour la construction d'un immeuble à appartements a été introduite suivant la procédure de récépissé complet en date du quatorze août deux mil trois cent quatre (14/08/2003/20/04) par la SCRL « **CHEZ NOUS** », auprès de la Commune de ...

Ce permis a été délivré le douze mars deux mil quatre (numéro 2003/099). L'acte de base ainsi que ses annexes joint au présent acte pour former un tout indivisible avec ...

III. ACTE DE BASE

Ce projet immobilier consiste donc en la construction d'un immeuble à appartements multiples, ensemble destiné en tout ou en partie à la cession par lots juridiques distincts. Dès lors, le présent acte crée les statuts du bien qui est placé sous le régime de la copropriété et de l'indivision forcée. Il est constitué de l'acte de base contenant la description de l'ensemble immobilier, des parties privatives et communes ainsi que la fixation de la quote-part des parties communes afférentes à chaque partie privative et le règlement de copropriété.

Cet exposé fait, les comparants nous ont requis d'acter en la forme authentique l'acte de base et le règlement de copropriété qui forment ensemble les statuts de l'immeuble ainsi que le règlement d'ordre intérieur.

A. DESIGNATION ET DIVISION DU BIEN - MISE SOUS LE RÉGIME DE LA COPROPRIÉTÉ ET DE L'INDIVISION FORCÉE

Sur les trois parcelles de terrain ci-dessus décrites sera érigé un immeuble à appartements multiples constitué d'un sous-sol comprenant vingt-quatre caves, d'une entrée de chaussée comprenant six appartements et à l'arrière du bâtiment onze emplacements de parkings et onze garages, un premier et un deuxième étage comprenant six appartements, un troisième étage comprenant quatre appartements et au quatrième étage sous combles deux appartements, qui sera dénommé "**RESIDENCE ATHOS**".

Les comparants déclarent vouloir placer ce bien sous le régime de la copropriété et de l'indivision forcée, conformément à la loi du huit juillet mil neuf cent vingt-quatre et à la loi du trente juin mil neuf cent nonante-quatre, formant les articles 577-2

Code civil et opérer ainsi la division juridique de la propriété de sorte que le bien sera divisé sur base des plans et procès-verbal dont question ci-après:

- d'une part, en parties privatives appelées "appartement", "caves", "garages" et "emplacements de parking" qui seront la propriété exclusive de chaque propriétaire;
- d'autre part, en parties communes qui seront la propriété commune et indivisible de l'ensemble des copropriétaires. Elles seront divisées en mille/millièmes (1.000/1.000es) indivis et rattachées à titre d'accessoires inséparables aux parties privatives.

Par l'effet de cette déclaration, il est créé des lots privés formant des biens juridiquement distincts susceptibles de faire l'objet de droits réels, de mutations entre vifs ou par décès et de tous autres contrats. Chacun de ces lots comprend une partie en propriété privative et exclusive, constituée par l'appartement proprement dit, la cave, le garage, l'emplacement de parking ainsi qu'une quote-part dans les parties communes en état de copropriété et indivision forcée.

En conséquence, formera une entité juridique dans le chef de son propriétaire, constitutive d'un ensemble indivisible le lot privatif (appartement, cave, garage, emplacement de parking) avec comme accessoire inséparable la quote part lui afférente dans les parties communes.

Il en résulte que toute aliénation amiable ou judiciaire ou constitution de droits réels grevant un lot privatif emportera non seulement aliénation ou grevement de la propriété privative mais aussi de la quotité des parties communes qui y est inséparablement attachée.

Les acquéreurs de lots privatifs, tant pour eux-mêmes que pour les cessionnaires, ayants droit ou ayants cause à tous titres ultérieurs, seront tenus de se conformer et de respecter en tous points les présents actes de base et règlement de copropriété qui constituent les statuts du bien ainsi que, le cas échéant, le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions de l'assemblée générale conformément à l'article 577-10 du Code civil. Tous actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou de jouissance, y compris les baux, devront mentionner expressément l'existence des statuts du bien et de leurs annexes et en imposer le respect aux nouveaux acquéreurs, occupants ou ayants-droit et ayants-cause.

B. ANNEXES AUX STATUTS

Les comparants nous ont ensuite remis, pour être déposés au rang de nos minutes, les documents suivants :

1) Les différents plans dressés par Monsieur Laurent DEVILLE, architecte gérant de l'atelier d'architecture Arcq-Deville sprl à Braine-l'Alleud, avenue Napoléon, 63 à savoir :

- plan 1 : situation – implantation
- plan 2 : égouttage
- plan 3 : plan du sous-sol
- plan 4 : plan des garages
- plan 5 : plan du rez-de-chaussée
- plan 6 : plan des étages 1 et 2
- plan 7 : plan de l'étage 3
- plan 8 : plan des combles
- plan 9 : coupes AA et BB
- plan 10 : élévation chaussée d'Hondzocht

- plan 11 : élévation arrière (jardin)
- plan 12 : pignon latéral gauche
- plan 14 : situation existante

2) Le permis d'urbanisme délivré par le Collège des Bourgmestre et E
Commune de Tubize en date du douze mars deux mil quatre.

3) Le cahier général des charges régissant l'immeuble à ériger.

Ces documents forment ensemble les statuts de l'ensemble immobilier
juridiquement créé; ils se complètent et forment un tout; ils doivent se lire
les uns en fonction des autres.

A ces statuts, viendront éventuellement s'adjoindre ultérieurement
complémentaires ou modificatifs des statuts, du règlement d'ordre intérieur et
de l'assemblée générale.

Ces documents demeureront en conséquence ci-annexés après avoir
véritables et signés "ne varietur" par les comparants, et revêtus de la mention
le Notaire soussigné. Ils seront enregistrés en même temps que le présent
désormais partie intégrante de celui-ci pour être transcrits ou déposés en
qu'une expédition des présentes à la conservation des hypothèques compétente.

Les comparants ont ensuite déclaré reconnaître leur signature apposée
documents et réitérer les conditions qu'ils renferment, voulant que ces
conventions acquièrent le même degré d'authenticité que si elles étaient
reproduites.

Il est précisé que l'implantation des appareils électriques repris aux plans
purement indicative.

C. SERVITUDES CONVENTIONNELLES OU PAR DESTINATION PERE DE FAMILLE.

La construction de l'ensemble immobilier, tel que décrit et figuré aux plans
provoquera l'établissement entre les différents lots privatifs, d'un état de choses
tuera une servitude si ces lots appartiennent à des propriétaires différents.

Les servitudes ainsi créées prendront effectivement naissance dès qu'un
dominant ou servant appartiendront chacun à un propriétaire différent; elles
fondement dans la convention des parties ou la destination du père de famille
par les articles 692 et suivants du Code Civil.

Il en est notamment ainsi :

- des vues et jours d'un lot sur l'autre;
- du passage d'un lot sur l'autre des conduits et canalisations de toute nature
pluviales et résiduaires - gaz - électricité - téléphone) servant à l'un ou
passage pouvant s'exercer en sous-sol, au niveau du sol et au-dessus de
et de façon générale de toutes les servitudes établies sur un lot au profit
ou entre les parties privatives et les parties communes que révéleront
leur exécution au fur et à mesure de la construction ou encore l'usage.

Les différends, de quelque nature qu'ils soient, auxquels pourraient donner
notion de servitude spécialement en ce qui concerne le maintien de ces servitudes
modalités de leur exercice seront déférés à la juridiction compétente sans préjudice

possibilité que conservent les parties de décider, après que le litige soit né, de recourir à l'arbitrage. Cette action devra être dirigée contre l'association des copropriétaires si le différend concerne l'ensemble de la copropriété ou contre le ou les copropriétaires concernés si elle ne vise que ceux-ci.

D. URBANISME

Par ses lettres du quatre novembre deux mil trois, le Notaire Pierre STERCKMANS, soussigné, a demandé à l'Administration Communale de Tubize, Service Urbanisme, les renseignements urbanistiques relatifs aux trois parcelles de terrain sur lesquelles sera érigé l'immeuble.

Par ses lettres du sept novembre suivant, la Commune de Tubize, a répondu, textuellement repris, ce qui suit :

« Le bien en cause :

1. est repris au plan de secteur approuvé par arrêté royal le 1^{er} décembre 1981 sous une zone d'habitat.
2. est-il repris dans un PCA : oui
PCA n°V – Soiries (en cours de révision) approuvé le 06/11/1956 modifié le 18/07/2000 : zone d'habitations continues à 1 ou 2 étages (hauteur sous corniche de 8m avec une tolérance de +/- 1m) profondeur de 15m + zone de cours et jardins. Voir prescriptions en annexes
3. est-il repris dans un schéma de structure communal ? non
4. est-il repris dans un lotissement ? non
5. fait-il l'objet d'un permis d'urbanisme ? non
6. fait-il l'objet d'un certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans ? non
7. fait-il l'objet d'un schéma directeur ? non

Ces renseignements n'engagent la Commune que pour les questions auxquelles il a été répondu. »

E. DESCRIPTION DU BIEN

1. Généralités

Ce bien comprend :

- une zone destinée à la bâtisse au plan général;
- une zone de parkings extérieurs, de garages et de dégagements au plan général.

2. Détermination des parties privatives et répartition des quotes-parts des parties communes

Les parties privatives de l'immeuble érigé sur les zones destinées à la bâtisse sont définies ci-dessous. Leur description est basée sur les plans ci-annexés.

Les quotes-parts des parties communes afférentes à chaque partie privative se répartissent comme suit :

° **AU SOUS-SOL :**

Vingt-quatre caves comprenant chacune :

La cave numéro UN située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro DEUX située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : quatre millièmes (4/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro TROIS située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro QUATRE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro CINQ située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro SIX située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro SEPT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro HUIT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : quatre millièmes (4/1.000èmes) de communes dont le terrain

La cave numéro NEUF située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro DIX située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro ONZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro DOUZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro TREIZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro QUATORZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro QUINZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro SEIZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro DIX-SEPT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte

G014201



- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro DIX-HUIT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : un millième (1/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro DIX-NEUF située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro VINGT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro VINGT ET UN située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro VINGT-DEUX située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro VINGT-TROIS située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

La cave numéro VINGT-QUATRE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les communes dont le terrain

° **AU REZ-DE-CHAUSSEE :**

Six appartements comprenant chacun respectivement :

L'appartement dénommé R01 situé au rez-de-chaussée centre avant, comprenant

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et une chambre.
- en copropriété et indivision forcée : vingt-six millièmes (26/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé R02 situé au rez-de-chaussée avant gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-cinq millièmes (35/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé R03 situé au rez-de-chaussée arrière gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), deux chambres et une terrasse.
- en copropriété et indivision forcée : quarante millièmes (40/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé R04 situé au rez-de-chaussée centre arrière, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), deux chambres et une terrasse.
- en copropriété et indivision forcée : quarante millièmes (40/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé R05 situé au rez-de-chaussée arrière droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), deux chambres et une terrasse.
- en copropriété et indivision forcée : trente-neuf millièmes (39/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé R06 situé au rez-de-chaussée avant droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-cinq millièmes (35/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

° A L'EXTERIEUR A L'ARRIERE DU BATIMENT

ONZE EMPLACEMENT DE PARKINGS EXTERIEURS, numérotés de UN à ONZE inclus, comprenant chacun respectivement :

L'emplacement de parking extérieur numéro UN, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro DEUX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro TROIS, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro QUATRE, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro CINQ, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro SIX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro SEPT, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro HUIT, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro NEUF comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro DIX comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro ONZE, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

ONZE GARAGES extérieurs numérotés de UN à ONZE, comprenant chacun respectivement :

Le garage extérieur numéro UN, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro DEUX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro TROIS, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro QUATRE, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro CINQ, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain



Le garage extérieur numéro SIX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro SEPT, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro HUIT, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : cinq millièmes (5/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro NEUF, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : six millièmes (6/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro DIX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : six millièmes (6/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Le garage extérieur numéro ONZE, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : le garage proprement fit avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : six millièmes (6/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

° **AU PREMIER ETAGE**

Six appartements comprenant chacun respectivement :

L'appartement dénommé 101 situé au premier étage centre avant, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (baignoire et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-deux millièmes (32/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 102 situé au premier étage avant gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 103 situé au premier étage arrière gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 104 situé au premier étage centre arrière, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-six millièmes (36/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 105 situé au premier étage arrière droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-six millièmes (36/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 106 situé au premier étage avant droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

° **AU DEUXIEME ETAGE**

Six appartements comprenant chacun respectivement :

L'appartement dénommé 201 situé au deuxième étage centre avant, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-deux millièmes (32/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 202 situé au deuxième étage avant gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 203 situé au deuxième étage arrière gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 204 situé au deuxième étage centre arrière, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-six millièmes (36/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 205 situé au deuxième étage arrière droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-six millièmes (36/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 206 situé au deuxième étage avant droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

° AU TROISIEME ETAGE

Quatre appartements comprenant chacun respectivement :

L'appartement dénommé 301 situé au troisième étage centre avant, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et une chambre.

- en copropriété et indivision forcée : vingt-deux millièmes (22/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 302 situé au troisième étage latéral gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), un hall de nuit et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : quarante-neuf millièmes (49/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 303 situé au troisième étage centre arrière, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente et un millièmes (31/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 304 situé au troisième étage latéral droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), une buanderie, un hall de nuit et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : quarante-quatre millièmes (44/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

° **AU QUATRIEME ETAGE (SOUS COMBLES)**

Deux appartements comprenant chacun respectivement :

L'appartement dénommé 401 situé au quatrième étage sous combles à gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : quarante-trois millièmes (43/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 402 situé au quatrième étage sous combles à droite, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo), un hall de nuit et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-trois millièmes (33/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain



Soit au total pour l'ensemble de l'immeuble : mille/millièmes (1.000/1.000) indivis des parties communes dont le terrain.

F. MODIFICATIONS EVENTUELLES A L'ACTE DE BASE

La SCRL CHEZ NOUS déclare réserver à son profit exclusif le droit de :

1°- de transférer un ou plusieurs locaux d'un appartement à un autre et, d'une façon générale, de modifier la configuration des appartements non cédés telle qu'elle est établie aux plans ci-annexés.

2°- de déplacer une cloison pour modifier la disposition intérieure des locaux privés.

3°- de réunir deux ou plusieurs locaux privés.

4°- de clôturer ou de murer certaines parties privées qui ne le sont pas ou de supprimer des murs et des clôtures et de pouvoir ainsi les affecter à une autre destination.

Les modifications à intervenir ne pourront nuire en rien à la structure et à la solidité de l'immeuble.

En outre, au cas où la solidité ou le bon fonctionnement de l'immeuble l'exigerait, le comparant pourra à tout moment, durant la période de construction, apporter toutes les modifications qu'il jugera nécessaires ou utiles, tant aux éléments privés qu'à ceux destinés à l'usage commun à condition que celles-ci ne modifient pas la valeur respective des lots.

Ces modifications ne pourront changer ni le montant total des millièmes des parties communes ni la quote-part des parties communes affectée aux parties privées. Aucune modification ne pourra avoir pour effet de changer la valeur des biens vendus. Si ces modifications avaient pour conséquence de changer la valeur d'un ou plusieurs lots qui appartiennent encore à la SCRL CHEZ NOUS, l'accord unanime des copropriétaires sera requis, sans préjudice à la modification des quotes-parts des charges pour les biens restant appartenir à la SCRL CHEZ NOUS adoptée à la majorité prévues à l'article 26 des statuts.

Un propriétaire pourra demander certaines modifications aux parties privées qui l'intéressent. Ces modifications doivent être demandées par écrit à la SCRL CHEZ NOUS et après la cession par celle-ci du dernier lot privé, au syndic. Elles ne seront accordées que dans la mesure où elles ne nuisent pas à l'esthétique ou à la solidité de la construction, au bon voisinage, à la valeur respective des lots, et si l'état d'avancement des travaux le permet.

Les travaux ci-dessus désignés feront l'objet d'un accord écrit préalable à leur exécution. De plus, ils seront soumis à l'approbation de la SCRL CHEZ NOUS et de l'architecte du bâtiment jusqu'à la cession par la SCRL CHEZ NOUS du dernier lot privé, et ensuite à l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue ou des quatre/cinquièmes des voix de copropriétaires présents ou dûment représentés si ces travaux impliquent une modification de la destination du bien. L'assemblée générale pourra en outre décider de faire superviser ces travaux par un architecte. De manière générale, les honoraires éventuels de l'architecte afférents à ces travaux ainsi que le coût de ces derniers et les frais éventuels de modification des statuts seront supportés par l'acquéreur.

G. MANDAT

La SCRL CHEZ NOUS est habilitée à signer seule les actes qui seraient établis en exécution des droits qu'elle s'est réservés en vertu des dispositions reprises ci-avant.

Toutefois, si l'intervention des copropriétaires du bien était nécessaire, ceux-ci devront apporter leurs concours à ces actes gracieusement et à première demande. Le syndic pourra valablement représenter l'association des copropriétaires afin d'exécuter à ce sujet la décision de l'assemblée générale sans qu'il doive justifier de ses pouvoirs à l'égard du conservateur des hypothèques compétent.

Pour autant que de besoin, les copropriétaires donnent dès à présent mandat irrévocable à la SCRL CHEZ NOUS de les représenter à la signature de ces actes; ce mandat devra être confirmé dans l'acte de cession.

H. CAHIER DES CHARGES

Il a été établi un cahier général des charges régissant l'immeuble à ériger. Il contient le descriptif des travaux, matériaux et fournitures à mettre en oeuvre pour la construction de l'immeuble, ainsi que des indications sur le mode d'exécution des travaux, l'origine et la qualité des matériaux à utiliser pour le gros-oeuvre et le parachèvement des parties communes ainsi que des parties privatives.

Ce cahier général des charges demeurera annexé aux présentes.

Il sera applicable à toutes les ventes, à moins qu'il y soit dérogé par des conditions particulières dans la convention de vente et la correspondance échangée entre le vendeur et l'acquéreur ou toutes personnes agissant en leur nom ou pour leur compte tel qu'un architecte.

En cas de discordance entre les plans et les prescriptions du cahier des charges, ces dernières prévalent sur les indications des plans, sous réserve de ce qui est indiqué ci-après concernant le droit de modifier les plans et l'acte de base.

CONDITIONS SPECIALES

Il est expressément stipulé que:

- seuls des rideaux en voile blanc pourront être placés aux fenêtres de l'immeuble ;
- des professions libérales pourront être exercées et des bureaux pourront être aménagés au rez-de-chaussée et aux étages pour autant que les autorités compétentes le permettent. Il pourra être apposé à la porte d'entrée desdits locaux ou à côté ou encore à l'entrée de l'immeuble une plaque d'un modèle à admettre par l'assemblée des copropriétaires indiquant le nom de l'occupant et sa profession (voir infra).

Ces conditions devront être imposées à la copropriété.

TITRE II.- REGLEMENT DE COPROPRIETE

CHAPITRE I. : EXPOSE GENERAL

Article 1.- Définition et portée.

Faisant usage de la faculté prévue à l'article 577-2 du Code civil, sont arrêtées comme suit les dispositions applicables à l'immeuble et réglant tout ce qui concerne la description des droits et obligations de chaque copropriétaire quant aux parties privatives et

aux parties communes, les critères et le mode de calcul de la répartition des charges, les règles relatives au mode de nomination d'un syndic, à l'étendue de ses pouvoirs et à la durée de son mandat ainsi que de manière générale tout ce qui concerne la conservation, l'entretien et éventuellement la reconstruction de l'immeuble.

Ces dispositions et les servitudes qui peuvent en résulter s'imposent à tous les propriétaires ou titulaires de droits réels et personnels, actuels ou futurs; elles sont, en conséquence, immuables et ne peuvent être modifiées que dans le respect des majorités prévues à l'article 19 paragraphe 8 des statuts; elles seront opposables aux tiers par la transcription du présent règlement au bureau des hypothèques compétent sans préjudice à l'article 577-10 paragraphe 1 du Code civil.

Toute modification à l'acte de base et/ou au règlement de copropriété devra faire l'objet d'un acte notarié soumis à transcription. Ces dispositions peuvent également être opposées par ceux à qui elles sont opposables et qui sont titulaires d'un droit réel ou personnel sur l'immeuble.

Article 2.- Définition du règlement d'ordre intérieur

Il est, en outre, arrêté, pour valoir entre les parties et leurs ayants droit à quelque titre que ce soit, un règlement d'ordre intérieur relatif à la jouissance de l'immeuble et aux détails de la vie en commun, lequel est susceptible de modifications dans les conditions qu'il indique.

Ces modifications doivent être imposées par les aliénateurs du droit de propriété ou de jouissance à leurs contractants ou aux bénéficiaires sans préjudice à l'article 577-10 paragraphe 4 du Code civil.

Article 3.- Statuts de l'immeuble

L'acte de base et le règlement de copropriété forment ensemble les statuts de l'immeuble, lesquels obligent tous titulaires actuels ou futurs de droits dans la copropriété ainsi que leurs ayants droit et ayants cause à quelque titre que ce soit, sans préjudice aux actions en justice visées à l'article 577-9 du Code civil.

CHAPITRE II.- PARTIES COMMUNES ET PRIVATIVES.

Article 4.- Division de l'immeuble en parties communes et privatives

L'immeuble comporte, d'une part, des parties communes dont la propriété appartient indivisément, suivant la loi, l'usage, les dispositions des statuts et contrats d'entreprises ou de ventes, ou par décision de l'assemblée générale, à tous les propriétaires, chacun pour une quote part, et d'autre part, des parties privatives, dont chacun des copropriétaires a la propriété privative et l'usage exclusif.

Les parties privatives sont dénommées "Appartement", "garage", "emplacement de parking extérieur", « cave » de manière générale "lot privatif".

Article 5.- Mode de calcul de la quote part de copropriété

Les quotes parts dans les parties communes attachées à chaque lot privatif sont fixées au point V du présent acte.

Les parties communes sont divisées en mille/millièmes (1.000/1.000es), réparties entre les divers lots privatifs, en proportion de leur valeur respective.

Pour déterminer cette valeur, sans qu'il doive être tenu compte notamment des matériaux utilisés pour la finition ou l'embellissement de l'immeuble ou des modifications effectuées aux alentours de l'immeuble, il a été pris comme référence celle d'un bien équipé de manière à assurer une habitabilité normale (valeur intrinsèque).

Cette valeur intrinsèque est indépendante du prix de vente des lots.

Il est formellement stipulé que, quelles que soient les variations ultérieures subies par les valeurs respectives des lots privatifs, notamment par suite des modifications ou de transformations qui seraient faites dans une partie quelconque de l'immeuble, ou par suite de toutes autres circonstances, la ventilation attributive des millièmes telle qu'elle est établie par l'acte de base, ne peut être modifiée que par décision de l'assemblée générale des copropriétaires prise à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, sous réserve du droit temporaire réservé au comparant de modifier l'acte de base.

La nouvelle répartition des millièmes entre les parties modifiées sera constatée par acte authentique devant un notaire choisi par l'assemblée générale à la majorité absolue.

L'assemblée pourra consulter un architecte à choisir à la majorité absolue.

Chaque copropriétaire dispose du droit de demander au juge de paix :

- de rectifier la répartition des quotes-parts dans les parties communes, si cette répartition a été calculée inexactement ou si elle est devenue inexacte par suite de modifications apportées à l'immeuble ;
- l'annulation ou la réformation d'une décision prise irrégulièrement, frauduleusement ou abusivement à l'assemblée générale.

Sans préjudice à ce qui sera précisé ci-après pour les charges, aucune indemnité ne sera due ou ne devra être payée par le promoteur en cas de modification de la répartition des quotes-parts de copropriété.

Article 6.- Parties communes

Les parties communes sont divisées en quotités attribuées aux lots privatifs suivant un mode de répartition énoncé ci-avant aux articles 4 et 5.

Cette répartition sera acceptée irrévocablement par tous comme définitive, quelles que soient les modifications apportées aux parties privatives pour améliorations, embellissements ou autre, sauf ce qui est dit ci-dessus et sous réserve de l'unanimité des voix de tous les copropriétaires et de leur droit d'agir en justice.

Les parties communes ne pourront jamais, vu leurs indivisibilité et destination, faire l'objet d'un partage ou d'une licitation, sauf toutefois le cas de sinistre total de l'immeuble, ainsi qu'il est expliqué au chapitre "Assurances".

Les parties communes de l'immeuble sont décrites ci-après.

L'objet du présent article est de déterminer les éléments du bien divisé qui doivent être considérés communs.

Sont présumées communes, les parties du bâtiment ou du terrain affectées à l'usage de tous les copropriétaires ou de certains d'entre eux.

1. Sol

Il convient de distinguer le sol bâti, supportant l'édifice, la portion de sol restée non bâtie et le sous-sol.

Le sol bâti est représenté par l'aire sur laquelle repose le rez-de-chaussée de l'édifice divisé; le sous-sol, par l'espace existant en profondeur en-dessous de ladite superficie.

Toute la parcelle bâtie ou non bâtie est réputée commune, sauf convention contraire.

2. Sous-sol non bâti

Le terrain en sous-sol est commun. Il en est ainsi du sous-sol se trouvant sous le rez-de-chaussée privatif de l'édifice morcelé.

3. Gros murs

On appelle gros mur celui qui a sa fondation dans le sol de manière que s'il était détruit l'immeuble ne serait plus entier.

Il en résulte que les murs clôturant les cours et jardins sont de gros murs. En effet, s'ils étaient détruits, la cour ou le jardin cesserait d'être fermé, ce qui mettrait hors de sécurité non seulement le rez-de-chaussée, mais encore les étages.

4. Murs intérieurs séparant des lots privatifs

Envisageant le cas de mur séparant deux lots et qui n'est pas un gros mur : pareil mur est purement mitoyen parce qu'il ne peut servir qu'à l'usage exclusif des deux lots privatifs qu'il sépare.

La même solution doit être adoptée pour la cloison séparant deux terrasses privatives, qui doit être considérée comme mitoyenne.

5. Murs extérieurs séparant locaux privatifs et locaux communs

Le mur séparant un lot privatif de locaux communs de l'édifice, doit être considéré comme mitoyen.

6. Murs intérieurs d'un lot privatif

Les murs qui séparent les diverses pièces d'un lot privatif sont privatifs pour autant qu'ils ne servent pas de soutien au bâtiment.

7. Murs de clôture

Les murs entourant les cours et jardins, appelés murs de clôture, ou leur mitoyenneté, sont communs. Il faut y assimiler les grilles, haies et autres clôtures qui remplissent le même rôle.

Si les cours et jardins sont privatifs, les clôtures n'en sont pas moins en copropriété lorsqu'elles sont destinées à délimiter l'ensemble de l'immeuble. Ils sont mitoyens s'ils séparent plusieurs lots privatifs.

8. Murs (revêtements et enduits)

Les revêtements et enduits des murs communs, à l'intérieur des locaux privatifs, sont privatifs; à l'extérieur ils sont communs.

9. Plafonds et planchers - Gros oeuvre

Le gros-oeuvre des sols et plafonds est un élément commun.

10. Plafonds et planchers - Revêtements et enduits

Les revêtements et enduits des plafonds communs, ainsi que des sols communs, parquets ou carrelages, sont des éléments communs dans la mesure où ils ne concernent pas un élément privatif.

11. Cheminées

Les coffres, conduits et têtes de cheminée sont à usage commun.

Le caractère de propriété privatif est donné aux coffres et aux sections de conduits se trouvant à l'intérieur du lot privatif qu'ils desservent exclusivement.

12. Toit

L'exécution des décisions condamnant l'association des copropriétaires peut être poursuivie sur le patrimoine de chaque copropriétaire proportionnellement à sa quote-part dans les parties communes. Toutefois, le copropriétaire sera dégagé de toute responsabilité pour tout dommage qui pourrait résulter de l'absence de décision de l'assemblée générale, s'il n'a pas été débouté de l'une des actions introduites conformément à l'article 577-9 paragraphes 3 et 4 du Code civil.

En cas d'action intentée par un copropriétaire et à défaut de décision coulée en force de chose jugée, si la responsabilité de l'association des copropriétaires est mise en cause, ledit copropriétaire participera aux frais de procédure et d'avocat en proportion de sa quote-part dans les charges communes, sans préjudice du décompte final si, suite à cette décision, l'association des copropriétaires est condamnée.

Article 18.- Actions en justice

L'association des copropriétaires a qualité pour agir en justice, tant en demandant qu'en défendant. Elle est valablement représentée par le syndic.

Tout propriétaire conserve le droit d'exercer seul les actions relatives à son lot, après en avoir informé par pli recommandé envoyé avant le début de la procédure, le syndic qui à son tour en informe les autres copropriétaires.

Article 19.- Organes de l'association des copropriétaires

I. Assemblée générale des copropriétaires

§ 1. Pouvoirs.

L'assemblée générale des copropriétaires dispose de tous les pouvoirs de gestion et d'administration de l'association des copropriétaires à l'exception de ceux attribués en vertu de la loi et des présents statuts au syndic et à chaque copropriétaire.

Sous cette réserve, l'assemblée générale des copropriétaires est souveraine maîtresse de l'administration de l'immeuble en tant qu'il s'agit des intérêts communs. Elle dispose en conséquence des pouvoirs les plus étendus, en se conformant aux présents statuts et aux lois en la matière, de décider souverainement des intérêts communs.

A titre exemplatif, ses pouvoirs sont notamment les suivants :

- la nomination et la révocation du syndic,
- la nomination d'un syndic provisoire,
- la dissolution de l'association des copropriétaires.

L'assemblée générale ne dispose pas du pouvoir de représenter valablement l'association des copropriétaires sauf si tous les copropriétaires interviennent.

§ 2. Composition.

L'assemblée générale se compose de tous les copropriétaires quel que soit le nombre de quotités possédées par chacun d'eux.

En cas de démembrement du droit de propriété ou d'indivision ordinaire, le droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale est suspendu jusqu'à ce que les intéressés désignent celui qui exercera ce droit. Les parties régleront dans la même convention la contribution au fonds de réserve et au fonds de roulement, à défaut, l'usufruitier participera seul au fonds de roulement, le nu-propriétaire aura seul la charge relative à la constitution du fonds de réserve.

Le toit est un élément commun. Il comprend l'armature, le hourdage et le revêtement. En font partie intégrante les gouttières et canalisations de décharge des eaux pluviales, de même que les galetas et lucarnes s'ils sont immédiatement sous le toit, et à défaut de dispositions contraires des titres ou du règlement de copropriété.

Au-dessus du toit, l'espace qui domine l'édifice est à l'usage commun.

L'accès au toit est interdit sauf pour procéder à l'entretien et à la réparation de la toiture.

Aucun objet ne peut y être entreposé, sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la majorité des trois/quarts de voix de l'ensemble des propriétaires de l'immeuble.

13. Façades

La façade est un gros mur, par conséquent, un élément commun.

A la façade doit être assimilée la décoration comprenant les ornements en saillie, par exemple les corniches, les gouttières, les descentes d'eaux pluviales, les seuils de fenêtres et de porte-fenêtres, les balcons et les terrasses avec leurs accessoires.

14. Fenêtres

Les fenêtres et porte-fenêtres avec leurs châssis sont des éléments communs, et les vitres, les volets et persiennes, sont des éléments privatifs.

Dès lors, les travaux sont pris en charge par la copropriété et ne peuvent être refaits qu'avec l'accord de l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix des copropriétaires présents ou représentés et par l'intermédiaire de cette dernière.

Les travaux des fenêtres et porte-fenêtres doivent être attribués en une fois à un entrepreneur unique désigné par la copropriété.

15. Escaliers

Il faut entendre par ce mot non seulement les marches en pierre, granito ou autre, mais tout ce qui constitue l'accessoire comme la cage, la rampe, les balustrades, les ensembles vitrés (coupoles) placés dans les ouvertures qui éclairent l'escalier; il en est de même pour les paliers qui relient les volées et les murs qui délimitent la cage d'escaliers dans laquelle se déroule l'escalier.

Eu égard à ce qui précède, l'escalier est commun. Il l'est dans toutes ses sections et les propriétaires du rez-de-chaussée ne pourraient invoquer qu'ils ne se servent pas des volées supérieures, pour prétendre qu'ils ne sont pas copropriétaires et refuser de participer aux frais communs y relatifs.

16. Portes palières

Les portes donnant accès par les halls, dégagements et paliers communs, aux divers lots privatifs, sont privées, face intérieure et communes, face extérieure.

La peinture de la face extérieure de ces portes est à charge de la copropriété.

17. Canalisations - Raccordements généraux

Les descentes d'eaux pluviales et sterfputs, le réseau d'égouts avec sterfputs et accessoires, les raccordements généraux des eaux, gaz, et électricité ainsi que les compteurs et accessoires y relatifs, les décharges, les chutes et la ventilation de ces dispositifs y compris les accès, en un mot toutes les canalisations de toute nature intéressant la copropriété sont parties communes.

Font exception, les canalisations à usage exclusif d'un lot privatif, mais uniquement pour ce qui regarde la section située à l'intérieur du lot privatif desservi.

18. Electricité

L'ensemble de l'équipement électrique (minuterie, points lumineux, prises, interrupteurs...) desservant par exemple les entrées, les halls et leurs réduits, les escaliers, les ascenseurs et leur machinerie, les dégagements des sous-sols, du rez-de-chaussée et des niveaux supérieurs, les dégagements extérieurs vers les emplacements de parkings et les garages, le local pour la cabine du transformateur du courant électrique, les locaux destinés aux compteurs, des communs en général est déclaré partie commune.

19. Locaux à usage commun

Sont également communs les différentes entrées communes au rez-de-chaussée, les halls et leurs réduits, les dégagements, paliers, les ouvre-portes automatiques, parlophones, téléphonies intérieures et leurs accessoires, le circuit de télédistribution, l'aire de manoeuvre devant les emplacements de parkings et de garages, les locaux destinés aux compteurs d'eau, de gaz, d'électricité et les tuyauteries communes de distribution.

Il est entendu que le ou les locaux en question doivent rester affectés aux fins projetées.

20. Balcons et terrasses

Les balcons et terrasses ainsi que les accessoires (garde-corps, balustrades, revêtement, etcetera...) sans distinction aucune, étant des éléments de la façade, participent au caractère commun de l'édifice.

En ce qui concerne les terrasses à usage privatif, les garde-corps, les balustrades, l'étanchéité, le revêtement, la chape isolante au même titre que le béton des hourdis qu'elle protège sont parties communes ainsi que tous les éléments qui ont trait à l'ornement extérieur des façades, même s'ils dépendent des parties privatives par exemple les ciels de terrasses.

Toutefois, les frais qui seraient exposés par la copropriété devront être remboursés par le propriétaire du lot privatif s'il est établi que les dégâts causés au revêtement sont dus de son fait.

Chaque propriétaire a l'obligation d'entretenir l'écoulement des eaux des terrasses et balcons, de façon à permettre un écoulement normal.

21. Terrasses (Etages)

Les terrasses servent en premier lieu de toiture. Elles sont communes comme cette dernière.

Si les terrasses sont à usage exclusif d'un des propriétaires, le revêtement spécial qui les recouvre est un élément commun (sous réserve des frais exposés par la copropriété mais incombant au copropriétaire responsable des dégâts causés au revêtement dont question au point 20 ci-avant et qui devront être dans ce cas remboursés par ce dernier à la copropriété).

Le nettoyage du sol des terrasses doit être fait avec des produits ne provoquant aucune souillure au bâtiment.

22. Garde-corps et balustrades

Il est renvoyé à cet égard aux précisions contenues sous les numéros 13 et 20.

23. Jardin

Les jardins éventuels entourant l'immeuble à appartements et répertoriés sur le plan sont à usage commun.

24. Usage et jouissance exclusifs

G014197

7.5

Si l'usage et la jouissance exclusifs et perpétuels d'une partie du sol commun non bâti, généralement aménagé en jardin, était attribué à un lot privatif, cette partie du sol conserverait son statut de partie commune, malgré son affectation privative.

En contre-partie le bénéficiaire supporterait les charges d'entretien (charges communes particulières).

25. Garage

Tous les garages sont à usage privatif.

26. Ascenseur

Le terme "ascenseur" doit être entendu dans son sens large: tant la cabine et le mécanisme, la gaine et les locaux que l'installation située dans le sous-sol, sous les combles ou éventuellement sur le toit.

L'ascenseur est un élément commun.

L'ascenseur est un accessoire du rez-de-chaussée et est dès lors, d'usage commun, ce qui implique notamment que les propriétaires des lots privatifs situés au rez-de-chaussée interviennent également dans toutes les charges de cet élément commun.

27. Chauffage

Chaque appartement sera équipé d'un chauffage électrique individuel.

Les canalisations et les radiateurs à l'usage exclusif des lots privatifs sont privatifs.

En effet, s'il est exact que les radiateurs placés dans un lot privatif sont à son usage exclusif, le présent article dénie le droit au propriétaire de les modifier, de les déplacer, de les supprimer ou de les remplacer par des radiateurs de calibre différent.

28. Puits et fosses d'aisance

Ces éléments sont communs, lorsqu'ils servent à la copropriété.

29. Antennes

Les antennes ont un caractère commun si elles sont établies de façon à permettre aux divers propriétaires de s'y raccorder (antennes collectives).

Par contre, les redevances à la télédistribution sont privatives.

L'usage d'antennes paraboliques ou autres sur les terrasses privatives est interdit.

Article 7.- Situation juridique des parties communes de l'immeuble

Les parties communes appartiennent indivisément aux propriétaires dans la proportion de leur quote-part dans la copropriété telle qu'indiquée au présent statut. En conséquence, elles n'appartiennent pas à l'association des copropriétaires.

Toute aliénation totale ou partielle d'une partie privative entraîne de ce fait, et dans la même proportion, l'aliénation totale ou partielle des parties communes qui en sont l'accessoire inséparable.

La quote part des parties communes ne pourra être aliénée ni grevée de droits réels, ni saisie qu'avec les lots privatifs dont elle est l'accessoire et pour la quotité leur attribuée.

L'hypothèque et tout droit réel, créés sur un élément privatif, grèvent, de plein droit, la quote part des parties communes qui en dépend comme accessoire inséparable.

Article 8.- Définition des parties privatives

Chaque propriété privée comporte les parties à l'usage exclusif d'un propriétaire, et constitutives du lot privatif, à l'exception des parties communes et notamment le plancher, le parquet ou autre revêtement sur lequel on marche, avec leur soutènement immédiat en

connexion avec le hourdis qui est partie commune, les cloisons intérieures non portantes, les portes, les volets, persiennes et garde-corps, les portes palières (faces intérieures), toutes les canalisations adductives et évacuatives intérieures des locaux privatifs et servant à leur usage exclusif, les installations sanitaires particulières (lavabos, éviers, water-closet, salle de bains, et caetera), les parties vitrées des portes et fenêtres, le plafonnage attaché au hourdis supérieur formant le plafond, les plafonnages et autres revêtements, la décoration intérieure du local privatif soit en résumé tout ce qui se trouve à l'intérieur du local privatif et qui sert à son usage exclusif; en outre, tout ce qui se trouve à l'extérieur de la partie privative mais est exclusivement à son usage, par exemple conduites particulières des eaux, du gaz, de l'électricité, du téléphone, etcaetera..., le tout sans préjudice à ce qui est précisé à l'article 6-17 de statuts.

Article 9.- De la jouissance des parties privatives

Chacun des copropriétaires a le droit de jouir et de disposer de ses locaux privés dans les limites fixées par le présent règlement et à la condition de ne pas nuire aux droits des autres propriétaires et de ne rien faire qui puisse compromettre la solidité et l'isolation de l'immeuble.

Les copropriétaires ne peuvent en aucune façon porter atteinte à la chose commune, sauf ce qui est stipulé au présent règlement. Ils doivent user du domaine commun conformément à sa destination et dans la mesure compatible avec le droit de leurs copropriétaires.

Est incompatible avec ces principes notamment le fait, pour un propriétaire d'un lot privatif, d'encombrer de quelque manière que ce soit les halls, escaliers, paliers et couloirs communs; d'y effectuer des travaux de ménage tels que battage et brossage de tapis, literies et habits, étendage de linge, nettoyage de meubles ou ustensiles, cirage de chaussures.

Les propriétaires des lots privatifs doivent atténuer les bruits dans la meilleure mesure possible. Ils éviteront de traîner dans les cuisines et sur les terrasses et balcons, des tables ou des chaises non munies de sabots "anti-bruit" efficaces, de manier des robinets de façon peu adéquate, de claquer les portes, de manier sans ménagements les volets éventuels.

Cette clause n'est pas de style, mais de stricte application.

Pour autant qu'elles intéressent la copropriété, l'exécution de travaux ménagers, les livraisons de commandes et autres activités nécessaires des propriétaires sont soumises aux prescriptions du règlement d'ordre intérieur.

Aucune tolérance ne peut, même avec le temps, devenir un droit acquis.

Chacun peut modifier comme bon lui semblera, mais avec l'assentiment écrit de l'architecte auteur du projet ou à son défaut, d'un architecte désigné par le syndic, la distribution intérieure de ses locaux, mais sous sa responsabilité à l'égard des affaissements, dégradations et autres accidents et inconvénients qui en seraient la conséquence pour les parties communes et les locaux des autres propriétaires.

Il est interdit aux propriétaires de faire, même à l'intérieur de leurs locaux privés, aucune modification aux choses communes, sans l'accord de l'assemblée générale des copropriétaires statuant selon les modalités prévues à l'article 11 ci-après, relatives aux "transformations".

Les propriétaires pourront établir des persiennes ou autres dispositifs intérieurs de protection, qui devront être d'un modèle défini par l'architecte et agréé par l'assemblée générale du complexe, et déposé chez le syndic.

Ils pourront établir des postes récepteurs de téléphonie sans fil, ou de télévision, mais devront se conformer au règlement d'ordre intérieur qui sera approuvé par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix.

Le téléphone public pourra être installé dans les lots privatifs aux frais, risques et périls de leur propriétaire.

La sonnerie du téléphone doit être installée de façon à ne pas troubler les occupants des locaux privatifs voisins. Les fils et accès ne peuvent emprunter les façades de l'immeuble.

La radio-télédistribution sera installée. Seules les canalisations prévues à cet effet pourront être utilisées. Les copropriétaires devront obligatoirement, en cas d'utilisation, se raccorder à ce système à l'exclusion de toute installation privée du même genre, sauf accord écrit du syndic.

Les frais d'entretien et de renouvellement de ces installations seront à charge de tous les copropriétaires de l'immeuble, même si certains propriétaires n'en avaient pas l'utilisation.

Lorsque les propriétaires négligent d'effectuer des travaux nécessaires à leur propriété et exposent, par leur inaction, les autres lots ou les parties communes à des dégâts ou à un préjudice quelconque, le syndic a tous pouvoirs pour faire procéder d'office, aux frais du propriétaire en défaut, aux réparations urgentes dans ses locaux privatifs.

Article 10.- Des limites de la jouissance des parties privatives

Harmonie : Rien de ce qui concerne le style et l'harmonie de l'immeuble, même s'il s'agit de choses dépendant privativement des lots privatifs, ne pourra être modifié que par décision de l'assemblée générale prise à la majorité des trois/quarts des voix des propriétaires présents ou représentés, et pour autant qu'il s'agisse de l'architecture des façades à rue, avec l'accord d'un architecte désigné par l'assemblée générale des copropriétaires ou en cas d'urgence par le syndic.

Location : Le copropriétaire pourra donner sa propriété privative en location; il est seul responsable de son locataire ainsi que de tout occupant éventuel et a seul droit au vote inhérent à sa qualité de copropriétaire, sans pouvoir céder son droit à son locataire ou occupant à moins que ceux-ci ne soient dûment mandatés.

La location ou l'occupation ne peut se faire qu'à des personnes d'une honorabilité incontestable.

Garages et emplacements de parkings extérieurs : Les garages et emplacements de parkings extérieurs peuvent être affectés à usage privé ou peuvent être donnés en location aux conditions reprises au sous-titre "location" ci-dessus, mais à l'exclusion de tous véhicules commerciaux ou industriels et de tous garages publics.

Aucun atelier de réparation, aucun dépôt d'essence ou d'autres matières inflammables ne pourront être installés.

Il est interdit d'y entreposer quoi que ce soit, même temporairement.

Sont interdits dans les zones d'accès aux garages et emplacements de parking et les aires de manœuvre, le parking, l'échappement libre, la combustion d'essence et d'huiles, l'usage des klaxons et autres avertisseurs sonores.

Article 11.- Transformations

Les travaux de modifications aux parties communes ne pourront être exécutés qu'avec l'autorisation expresse de l'assemblée des copropriétaires, statuant à la majorité des trois/quarts des voix des propriétaires présents ou représentés, et sous la surveillance de l'architecte désigné par ladite assemblée, à l'exception de ceux qui peuvent être décidés par le syndic.

S'il s'agissait de percement de gros murs, de refend ou de modifications de l'ossature en béton armé, les travaux ne pourraient être exécutés que sous la surveillance de l'architecte et d'un ingénieur, ou à leur défaut, de tout autre technicien désigné par l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix.

Dans l'un comme dans l'autre cas, les honoraires dus aux architecte et ingénieur seraient à la charge du ou des copropriétaires faisant exécuter les travaux.

De toute façon, l'autorisation donnée par l'assemblée générale ne dégagerait pas le ou les copropriétaires à charge de qui les travaux seraient exécutés, des dommages directs ou indirects, prévus ou non prévus, que ces travaux de modifications pourraient entraîner tant pour les éléments privatifs que pour les parties communes.

Il est interdit aux propriétaires de locaux privatifs de les diviser en plusieurs locaux privatifs, mais il est permis de réunir plusieurs lots privatifs en un seul et de le rediviser ensuite, en même nombre de lots sans augmentation du nombre total.

CHAPITRE III.- ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES

Article 12.- Dénomination - Siège

Cette association est dénommée " ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ATHOS ». Elle a son siège dans l'immeuble sis à Tubize, chaussée d'Hondzocht, actuellement numéros 75-79-81.

Article 13.- Personnalité juridique - Composition

L'association des copropriétaires ne disposera de la personnalité juridique que si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la cession ou la transmission d'un lot donnant naissance à l'indivision,
- la transcription du présent acte à la conservation des hypothèques compétente.

A défaut de transcription, l'association des copropriétaires ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique. Par contre, les tiers disposeront de la faculté d'en faire état comme elle.

Tous les copropriétaires sont membres de l'association.

Ils disposent chacun d'un nombre de voix égale à sa quote part dans les parties communes.

Article 14.- Dissolution - Liquidation

G014196



L'association des copropriétaires est dissoute de plein droit dès que l'indivision a pris fin. Elle renaîtra de plein droit si l'indivision venait à renaître. La destruction même totale de l'immeuble n'entraîne pas automatiquement la dissolution de l'association.

L'assemblée générale peut dissoudre l'association des copropriétaires. Cette décision doit être prise à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires et être constatée par acte authentique.

Toutefois, l'assemblée générale ne pourra la dissoudre si l'immeuble reste soumis aux articles 577-2 à 577-14 du Code civil.

L'association des copropriétaires peut enfin être dissoute par le juge à la demande de tout intéressé pouvant faire état d'un juste motif.

L'association subsiste pour les besoins de sa liquidation. Elle mentionne dans toutes les pièces qu'elle est en liquidation. Son siège demeure dans l'immeuble, objet des présents statuts.

L'assemblée générale des copropriétaires, ou si celle-ci reste en défaut de le faire, le syndic désigne un ou plusieurs liquidateurs. Cette nomination est constatée dans l'acte authentique. Les articles 181 à 188 et 195 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales s'appliquent à la liquidation de l'association des copropriétaires.

L'acte constatant la clôture de la liquidation doit être notarié et transcrit à la conservation des hypothèques.

Toutes actions intentées contre les copropriétaires, l'association des copropriétaires, le syndic et les liquidateurs se prescrivent par cinq ans à compter de cette transcription. L'acte de clôture de liquidation contient:

- a) l'endroit désigné par l'assemblée générale où les livres et documents de l'association seront conservés pendant cinq ans au moins à compter de ladite transcription;
- b) les mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux copropriétaires et dont la remise n'a pu leur être faite.

Article 15.- Patrimoine de l'association des copropriétaires

L'association des copropriétaires ne peut être propriétaire que des meubles nécessaires à l'accomplissement de son objet.

En conséquence, l'association des copropriétaires ne peut être titulaire de droits réels immobiliers, ceux-ci restent appartenir aux copropriétaires; il en est notamment ainsi des parties communes.

L'association des copropriétaires pourra dès lors être propriétaire de tous meubles nécessaires à la bonne gestion de la copropriété et notamment : espèces, fonds déposés en banque, bureau, ordinateur, matériel d'entretien ... à l'exclusion de tous éléments décoratifs ou utilitaires autres que ceux nécessaires à l'entretien tels qu'antennes, tableaux, objets décorant des parties communes....

Article 16.- Objet

L'association des copropriétaires a pour objet la conservation et l'administration de l'immeuble.

Article 17.- Solidarité divisée des copropriétaires

L'exécution des décisions condamnant l'association des copropriétaires peut être poursuivie sur le patrimoine de chaque copropriétaire proportionnellement à sa quote-part dans les parties communes. Toutefois, le copropriétaire sera dégagé de toute responsabilité pour tout dommage qui pourrait résulter de l'absence de décision de l'assemblée générale, s'il n'a pas été débouté de l'une des actions introduites conformément à l'article 577-9 paragraphes 3 et 4 du Code civil.

En cas d'action intentée par un copropriétaire et à défaut de décision coulée en force de chose jugée, si la responsabilité de l'association des copropriétaires est mise en cause, ledit copropriétaire participera aux frais de procédure et d'avocat en proportion de sa quote-part dans les charges communes, sans préjudice du décompte final si, suite à cette décision, l'association des copropriétaires est condamnée.

Article 18.- Actions en justice

L'association des copropriétaires a qualité pour agir en justice, tant en demandant qu'en défendant. Elle est valablement représentée par le syndic.

Tout propriétaire conserve le droit d'exercer seul les actions relatives à son lot, après en avoir informé par pli recommandé envoyé avant le début de la procédure, le syndic qui à son tour en informe les autres copropriétaires.

Article 19.- Organes de l'association des copropriétaires

I. Assemblée générale des copropriétaires

§ 1. Pouvoirs.

L'assemblée générale des copropriétaires dispose de tous les pouvoirs de gestion et d'administration de l'association des copropriétaires à l'exception de ceux attribués en vertu de la loi et des présents statuts au syndic et à chaque copropriétaire.

Sous cette réserve, l'assemblée générale des copropriétaires est souveraine maîtresse de l'administration de l'immeuble en tant qu'il s'agit des intérêts communs. Elle dispose en conséquence des pouvoirs les plus étendus, en se conformant aux présents statuts et aux lois en la matière, de décider souverainement des intérêts communs.

A titre exemplatif, ses pouvoirs sont notamment les suivants :

- la nomination et la révocation du syndic,
- la nomination d'un syndic provisoire,
- la dissolution de l'association des copropriétaires.

L'assemblée générale ne dispose pas du pouvoir de représenter valablement l'association des copropriétaires sauf si tous les copropriétaires interviennent.

§ 2. Composition.

L'assemblée générale se compose de tous les copropriétaires quel que soit le nombre de quotités possédées par chacun d'eux.

En cas de démembrement du droit de propriété ou d'indivision ordinaire, le droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale est suspendu jusqu'à ce que les intéressés désignent celui qui exercera ce droit. Les parties régleront dans la même convention la contribution au fonds de réserve et au fonds de roulement, à défaut, l'usufruitier participera seul au fonds de roulement, le nu-propriétaire aura seul la charge relative à la constitution du fonds de réserve.

Lorsque le syndic ou le syndic provisoire n'est pas copropriétaire, il sera convoqué aux assemblées générales, mais il n'aura que voix consultative, sans préjudice à l'application de l'article 577-6 paragraphe 7.

Chaque copropriétaire pourra désigner un mandataire, copropriétaire ou non, pour le représenter aux assemblées générales, mais personne ne pourra représenter un copropriétaire s'il n'est pas porteur d'un mandat écrit sur lequel il sera stipulé expressément la date de l'assemblée générale, à peine de que le mandat sera réputé inexistant. Le syndic ne peut intervenir comme mandataire à l'assemblée générale.

Le bureau de l'assemblée générale vérifie la régularité des procurations et statue souverainement à ce sujet.

Si une portion de l'immeuble appartient à un incapable, ses représentants légaux devront tous être convoqués à l'assemblée générale et auront droit d'assister à la réunion avec voix consultative, mais ils devront, à peine de nullité de leur vote, élire l'un d'entre eux comme ayant voix délibérative, qui votera pour compte de l'incapable ou ils devront se faire représenter par un seul mandataire, porteur d'une procuration comme indiqué ci-avant. Si l'incapable est pourvu d'un seul représentant légal, celui-ci le représente valablement.

Il est permis à un époux de représenter d'office son conjoint copropriétaire, sans mandat spécial, le tout sans préjudice au régime matrimonial des époux.

Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Faute de notification par les intéressés au syndic (par lettre recommandée ou contre accusé de réception) de tous changements d'adresse ou tous changements de propriétaire, les convocations seront valablement faites à la dernière adresse connue ou au dernier propriétaire connu.

Tout copropriétaire pourra se faire assister à l'assemblée générale par un expert.

§ 3.- Date et lieu de l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale annuelle se tiendra à la date fixée par la syndic à l'endroit indiqué dans les convocations et à défaut au siège de l'association des copropriétaires.

§ 4.- Convocation.

Le syndic doit convoquer l'assemblée générale ordinaire.

Il peut, en outre, la convoquer à tout moment lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété.

Un ou plusieurs copropriétaires possédant au moins un/cinquième des quotes-parts dans les parties communes peuvent demander la convocation de l'assemblée générale. Cette demande doit être adressée par pli recommandé au syndic qui sera tenu d'envoyer les convocations dans les quinze jours de sa réception.

Tout copropriétaire peut également demander au juge d'ordonner la convocation d'une assemblée générale dans le délai que ce dernier fixe afin de délibérer sur la proposition que ledit copropriétaire détermine, lorsque le syndic néglige ou refuse abusivement de le faire.

Les convocations sont envoyées quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée, par lettre ordinaire si l'assemblée a lieu à date fixe ou par lettre recommandée en cas de report de l'assemblée générale annuelle ou de convocation pour une assemblée générale extraordinaire; la convocation sera aussi valablement faite si elle est remise aux

copropriétaires contre décharge signée par ces derniers. Ce délai sera réduit à cinq jours francs lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété.

Si une première assemblée n'est pas en nombre, une seconde assemblée pourra être convoquée de la même manière, après un délai de quinze jours au moins, avec le même ordre du jour qui indiquera qu'il s'agit d'une deuxième assemblée, mais le délai de convocation sera de cinq jours francs au moins et dix jours francs au plus.

§ 5.- Ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par celui qui convoque l'assemblée.

Tous les points à l'ordre du jour doivent être indiqués dans les convocations d'une manière claire.

L'assemblée générale ne peut délibérer et voter que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Les points soulevés sous le "divers" ne peuvent être valablement votés que si le détail en figurait au préalable à l'ordre du jour.

Chacun des copropriétaires a le droit de demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour.

Cette demande sera faite par écrit au syndic en temps utile, pour pouvoir être insérée dans la lettre de convocation.

La première assemblée sera convoquée dès que les éléments privatifs auxquels sont joints au moins vingt-cinq pour cent dans les parties communes de l'immeuble, auront fait l'objet d'une réception provisoire ou d'une entrée en jouissance par le comparant ou par le syndic désigné par lui, lesquels fixeront l'ordre du jour.

Cette première assemblée élira obligatoirement le syndic et éventuellement les membres du Conseil de Gérance, suivant les normes des assemblées ordinaires telles que décrites ci-dessous.

§ 6. Constitution de l'assemblée.

L'assemblée générale n'est valablement constituée que si tous les copropriétaires concernés sont présents, représentés ou dûment convoqués.

Les délibérations et décisions d'une assemblée générale obligent tous les copropriétaires concernés sur les points se trouvant à l'ordre du jour, qu'ils aient été représentés ou non, défaillants ou abstentionnistes.

§ 7.- Délibérations.

a) Droit de vote

Chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix correspondant à sa quote-part dans les parties communes. Les copropriétaires disposent d'une voix par millième (1.000èmes) qu'ils possèdent dans les parties communes.

Nul ne peut prendre part au vote, même comme mandataire, pour un nombre de voix supérieur à la somme des voix dont disposent les autres copropriétaires présents ou représentés.

Le syndic ne dispose d'aucune voix sauf s'il est également copropriétaire, sans préjudice à l'article 577-6 paragraphe 7 applicable en matière d'opposition d'intérêts.

Aucune personne mandatée par l'association des copropriétaires ou employée par elle ne pourra participer personnellement ou par procuration aux délibérations et aux votes relatifs à la mission qui lui a été confiée.

Lorsque les statuts mettent à charge de certains copropriétaires seulement les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble ou celles d'entretien et de fonctionnement

d'un élément d'équipement, ces copropriétaires prennent seuls part au vote sur les décisions relatives à ces dépenses. Chaque copropriétaire disposera d'un nombre de voix proportionnel à sa participation dans ces dépenses.

b) Quorum de présence - Deuxième assemblée

L'assemblée générale ne délibère valablement que si plus de la moitié des copropriétaires sont présents ou représentés et pour autant qu'ils possèdent au moins la moitié des quotes-parts dans les parties communes.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale sera réunie après un délai de quinze jours au moins. Elle pourra délibérer quels que soient le nombre de membres présents ou représentés et les quotes-parts de copropriété dont ils sont titulaires sauf si la décision requiert l'unanimité des voix de tous les copropriétaires.

c) Majorité absolue

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des copropriétaires présents ou représentés, sauf le cas où une majorité spéciale ou l'unanimité est requise par la loi, les présents statuts, ou par le règlement d'ordre intérieur.

d) Considérations pratiques

Sans préjudice à la règle de l'unanimité prévue ci-dessous, lorsque plus de deux propositions sont soumises au vote et lorsque aucune d'elle n'obtient la majorité requise, il est procédé à un deuxième tour de scrutin, seules les deux propositions ayant obtenu le plus de voix au premier tour étant soumises au vote.

Lorsque l'**unanimité** est requise, elle ne doit pas s'entendre de l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale, mais de l'unanimité des copropriétaires concernés.

Lorsqu'une **majorité spéciale** est requise, elle doit s'entendre de la majorité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale.

Le copropriétaire **défaillant** est celui qui n'assiste pas personnellement à l'assemblée générale et qui n'y est pas valablement représenté. Il est assimilé à un copropriétaire non présent. Il est censé s'opposer à la proposition soumise au vote à l'assemblée générale, si l'unanimité de tous les copropriétaires est requise.

Le copropriétaire ou son mandataire qui **s'abstient** est celui qui est présent à l'assemblée générale sans exprimer son vote. L'abstentionniste ou son mandataire est assimilé à un copropriétaire présent mais s'opposant à la proposition soumise au vote à l'assemblée générale.

e) Procès-verbaux - Consultation

Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées par les soins du syndic dans un registre déposé au siège de l'association des copropriétaires. Ce registre peut être consulté sur place et sans frais par tous intéressés. Il est signé par le président, les assesseurs et le syndic. Les procès-verbaux doivent être consignés dans le registre au plus tard dans un délai de quinze jours par le syndic ou le copropriétaire désigné, à peine d'exposer sa responsabilité.

Tout copropriétaire peut demander à consulter le registre des procès-verbaux et en prendre copie sans déplacement, au siège de l'association des copropriétaires. Une traduction des statuts ne pourra être demandée que moyennant prise en charge du coût de la traduction par celui qui en fait la demande et versement d'une provision préalablement à celle-ci.

§ 8.- Majorité spéciale - Unanimité.

Sous réserve de majorité plus stricte fixée par les présents statuts, l'assemblée générale décide :

1° à la **majorité des trois/quarts** des voix présentes ou représentées :

- a) de toute modification aux statuts pour autant qu'elle ne concerne que la jouissance, l'usage ou l'administration des parties communes;
- b) de tous travaux affectant les parties communes, à l'exception de ceux qui peuvent être décidés par le syndic;
- c) de la création et de la composition d'un conseil de gérance qui a pour mission d'assister le syndic et de contrôler sa gestion;

2° à la **majorité des quatre/cinquièmes** des voix présentes ou représentées :

- a) de toute autre modification aux statuts, en ce compris la modification de la répartition des charges de copropriété;
- b) de la modification de la destination de l'immeuble ou d'une partie de celui-ci;
- c) de la reconstruction de l'immeuble ou de la remise en état de la partie endommagée en cas de destruction partielle;
- d) de toute acquisition de biens immobiliers destinés à devenir communs;
- e) de tous actes de disposition de biens immobiliers communs.

Il est statué à l'**unanimité** des voix de tous les copropriétaires :

- sur toute modification de la répartition des quotes-parts de copropriété, ainsi que sur toute décision de l'assemblée générale de reconstruction totale de l'immeuble.
- sur la décision de dissoudre l'association des copropriétaires.

§ 9.- Actions en justice.

a) Par un copropriétaire

Tout copropriétaire peut demander au juge d'annuler ou de réformer une décision irrégulière, frauduleuse ou abusive de l'assemblée générale.

Cette action doit être intentée dans un délai de trois mois à compter du jour où l'intéressé a pris connaissance de la décision.

Le copropriétaire régulièrement convoqué est présumé avoir pris connaissance de la décision au moment de son adoption par l'assemblée générale.

Si la majorité requise ne peut être atteinte, tout copropriétaire peut se faire autoriser par le juge à accomplir seul, aux frais de l'association, des travaux urgents et nécessaires affectant les parties communes. Il peut, de même, se faire autoriser à exécuter à ses frais des travaux qui lui sont utiles, même s'ils affectent les parties communes, lorsque l'assemblée générale s'y oppose sans juste motif.

Lorsqu'une minorité des copropriétaires empêche abusivement l'assemblée générale de prendre une décision à la majorité requise par la loi ou par les statuts, tout copropriétaire lésé peut également s'adresser au juge, afin que celui-ci se substitue à l'assemblée générale et prenne à sa place la décision requise.

b) Par un occupant

Toute personne occupant l'immeuble bâti en vertu d'un droit personnel ou réel, mais ne disposant pas du droit de vote à l'assemblée générale, peut demander au juge d'annuler ou de réformer toute disposition du règlement d'ordre intérieur ou toute décision de l'assemblée générale adoptée après la naissance de son droit, si elle lui cause un préjudice propre.

Cette action doit être intentée dans les trois mois de la communication de la décision telle que cette communication découle de l'article 577-10 paragraphe 4.

Le juge peut, avant de dire droit, et sur demande du requérant, ordonner la suspension de la disposition ou de la décision attaquée.

§ 10. Opposabilité - Information.

Toute disposition du règlement d'ordre intérieur et toute décision de l'assemblée générale peuvent être directement opposées par ceux à qui elles sont opposables.

Elles sont également opposables à toute personne titulaire d'un droit réel ou personnel sur l'immeuble en copropriété et à tout titulaire d'une autorisation d'occupation, aux conditions suivantes :

1° en ce qui concerne les dispositions et décisions adoptées avant la concession du droit réel ou personnel, par la communication qui lui est obligatoirement faite par le concédant au moment de la concession du droit, de l'existence du règlement d'ordre intérieur et du registre contenant les décisions de l'assemblée générale ou, à défaut, par la communication qui lui est faite à l'initiative du syndic, par lettre recommandée à la poste; le concédant est responsable, vis-à-vis de l'association des copropriétaires et du concessionnaire du droit réel ou personnel, du dommage né du retard ou de l'absence de communication.

2° en ce qui concerne les dispositions et décisions adoptées postérieurement à la concession du droit personnel ou à la naissance du droit réel, par la communication qui lui en est faite, à l'initiative du syndic, par lettre recommandée à la poste. Cette communication ne doit pas être faite à ceux qui disposent du droit de vote à l'assemblée générale.

Tout titulaire d'un droit réel est tenu d'informer le syndic de la transmission à titre gratuit ou onéreux de son droit réel ou de la concession d'un droit personnel. Cette information devra être faite par pli recommandé adressé au syndic ou contre accusé de réception de celui-ci, dans les huit jours de la signature de l'acte authentique ou de l'acte constatant cette concession.

§ 11.- Présidence - Bureau - Feuille de présence.

L'assemblée désigne annuellement à la majorité absolue des voix, son président et deux assesseurs.

Ils peuvent être réélus.

La présidence de la première assemblée appartiendra au propriétaire du plus grand nombre de voix; en cas d'égalité de voix, au plus âgé d'entre eux.

Le bureau est composé du président assisté des deux assesseurs, et à défaut de ces derniers, du président assisté des deux copropriétaires du plus grand nombre de voix.

Le syndic remplira d'office le rôle de secrétaire.

Il est tenu une feuille de présence qui sera signée, en entrant en séance, par les propriétaires qui assisteront à l'assemblée ou par leur mandataire; cette feuille de présences sera certifiée conforme par les membres du bureau.

II. SYNDIC

§ 1. Nomination.

Est désigné en qualité de syndic, Monsieur Albert BECCAERT, précité.

Son mandat expirera de plein droit lors de la première assemblée générale. Son mandat est renouvelable.

Le syndic est nommé par l'assemblée générale ou, à défaut, par décision du juge, à la requête de tout copropriétaire. Son mandat ne peut excéder cinq ans. Il est renouvelable.

Si le syndic est une société, l'assemblée générale désignera en outre le ou les personnes physiques habilitées pour agir en qualité de syndic.

§ 2. Révocation - Délégation - Syndic provisoire.

L'assemblée générale peut en tout temps révoquer le syndic.

Elle ne doit pas motiver sa décision. Elle peut également lui adjoindre un syndic provisoire pour une durée ou à des fins déterminées.

Le juge peut également, à la requête d'un copropriétaire, désigner un syndic provisoire pour la durée qu'il détermine, en cas d'empêchement ou de carence du syndic. Il est appelé à la cause.

(si pas de conseil de gérance) L'assemblée générale des copropriétaires peut également, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, procéder à la désignation d'un syndic provisoire ainsi qu'au remplacement de ce dernier, par décision motivée, sauf en cas de décision judiciaire. Dans ce cas, le procès-verbal d'assemblée générale précisera la durée et l'étendue de la mission du syndic provisoire et la charge du coût de l'assurance professionnelle du syndic provisoire.

§ 3. Publicité.

Un extrait de l'acte portant désignation ou nomination du syndic est affiché dans les huit jours de celle-ci de manière inaltérable et visible à tout moment à l'entrée de l'immeuble, siège de l'association des copropriétaires.

L'extrait indique, outre la date de la désignation ou de la nomination, les noms, prénoms, profession et domicile du syndic ou, s'il s'agit d'une société, sa forme, sa raison ou dénomination sociale ainsi que son siège. Il doit être complété par toutes autres indications permettant à tout intéressé de communiquer avec lui sans délai et notamment le lieu où, au siège de l'association des copropriétaires, le règlement d'ordre intérieur et le registre des décisions de l'assemblée générale peuvent être consultés.

L'affichage de l'extrait se fait à la diligence du syndic.

§ 4. Responsabilité - Délégation.

Le syndic est seul responsable de sa gestion.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs sans l'accord préalable de l'assemblée générale. Cette délégation ne peut intervenir que pour une durée ou à des fins déterminées.

§ 5. Pouvoirs.

Le syndic est chargé :

1° de convoquer l'assemblée générale aux dates fixées par le règlement de copropriété ou à tout moment lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété ou lorsqu'un ou plusieurs copropriétaires possédant au moins un cinquième des quotes-parts dans les parties communes lui en font la demande,

2° de consigner les décisions de l'assemblée générale dans le registre visé à l'article 577-1 du Code de Commerce, paragraphe 3 et de veiller, sans délai, à la mise à jour du règlement d'ordre intérieur en fonction des modifications décidées par l'assemblée générale;

3° d'exécuter et de faire exécuter ces décisions;

4° d'accomplir tous actes conservatoires et tous actes d'administration provisoire, et notamment :

- l'exécution de tous travaux d'entretien ou autres dans les conditions prévues aux présents statuts; à cet effet, il commande tous les ouvriers et travailleurs dont le concours est nécessaire;

- l'engagement et le licenciement des femmes d'ouvrage et autre personnel ou firme d'entretien;

- la garde des archives intéressant la copropriété;

- le bon entretien et le fonctionnement normal de tous les services communs, entre autres l'exécution sans retard des travaux urgents ou décidés par l'assemblée générale, la surveillance de l'évacuation des ordures ménagères, du nettoyage des trottoirs, halls, escaliers, aires de manoeuvres et autres parties communes;

5° d'administrer les fonds de l'association des copropriétaires

et notamment :

- tenir la comptabilité et établir les comptes de chaque propriétaire à lui présenter chaque trimestre et/ou sur demande faite à l'occasion de la transmission de la propriété d'un lot;

- payer les dépenses communes et recouvrer les recettes pour le compte de la copropriété, répartir les charges communes entre les propriétaires ou occupants, sans préjudice, à l'égard de la copropriété, de l'obligation du propriétaire d'être seul tenu au paiement de celles-ci; gérer le fonds de roulement et le fonds de réserve;

- souscrire au nom des propriétaires tous contrats d'assurances relatifs au bien pour leur compte ou, le cas échéant, pour compte de l'association des copropriétaires, suivant les directives de l'assemblée générale et représenter la copropriété à l'égard des assureurs, sans avoir à justifier d'une délibération préalable de l'assemblée générale ou des copropriétaires individuellement.

6° de représenter l'association des copropriétaires en justice, tant en demandant qu'en défendant et dans la gestion des affaires communes; notamment pour exécuter les décisions des assemblées générales, tant pour la gestion journalière que pour l'administration de l'immeuble en général. À cet effet, le syndic représente vis-à-vis de quiconque l'universalité des propriétaires et ce, comme organe de l'association des copropriétaires; il engage donc valablement tous les propriétaires et/ou occupants, même les absents et ceux qui se sont opposés à une décision de l'assemblée générale régulièrement prise;

7° de fournir le relevé des dettes visées à l'article 577-11, paragraphe 1, dans les quinze jours de la demande qui lui en est faite par le notaire;

8° de communiquer à toute personne occupant l'immeuble en vertu d'un droit personnel ou réel, mais ne disposant pas du droit de vote à l'assemblée générale, la date des assemblées afin de lui permettre de formuler par écrit ses demandes ou observations relatives aux parties communes lesquelles seront à ce titre communiquées à l'assemblée;

9° de représenter l'association des copropriétaires à tous actes authentiques notamment les modifications aux statuts ou toute autre décision de l'assemblée générale. Le syndic devra cependant justifier à l'égard du notaire instrumentant de ces pouvoirs en fournissant l'extrait constatant sa nomination et celui lui octroyant les pouvoirs de signer seul l'acte authentique ainsi que l'extrait de la décision reprenant l'objet de l'acte authentique. Il ne devra pas être justifié de ses pouvoirs et de ce qui précède à l'égard du conservateur des



hypothèques. Il en sera notamment ainsi de la modification des quotes-parts de copropriété, de la modification de la répartition des charges communes, de la cession d'une partie commune, de la constitution d'un droit réel sur une partie commune, etcaetera...

10° Dans le cas où il viendrait à constater des manquements graves aux dispositions du règlement de copropriété de la part d'occupants de lots privatifs ou relèverait des attitudes de nature à troubler l'occupation paisible ou à nuire aux autres occupants de l'ensemble immobilier, il en avisera par lettre recommandée le contrevenant en lui enjoignant de prendre toutes dispositions urgentes que la situation emporte et en lui notifiant qu'en cas d'inaction de sa part, le syndic aura le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera utiles à la tranquillité et à la bonne gestion, après en avoir référé au conseil de gérance.

Si le contrevenant est un locataire, le syndic, avant de prendre lesdites mesures, devra aviser le propriétaire par lettre recommandée et lui notifier d'avoir à faire le nécessaire dans la quinzaine, à défaut de quoi le syndic pourra agir personnellement;

11° D'instruire les contestations relatives aux parties communes survenant avec des tiers ou entre les propriétaires, faire rapport à l'assemblée générale et, en cas d'urgence, prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires.

§ 5. Rémunération.

Le mandat du syndic ou du syndic provisoire est rémunéré. L'assemblée générale fixe sa rémunération lors de sa nomination. Celle-ci constitue une charge commune générale.

§ 6. Démission.

Le syndic peut en tout temps démissionner moyennant un préavis de minimum trois mois, sans que celui-ci puisse sortir ses effets avant l'expiration d'un trimestre civil.

Cette démission doit être notifiée par pli recommandé transmis au conseil de gérance ou à défaut de celui-ci au président de la dernière assemblée générale.

CHAPITRE IV.- REPARTITION DES CHARGES ET RECETTES COMMUNES

Article 20.- Frais communs

I. Composition des charges

Les charges communes sont divisées en :

1° CHARGES COMMUNES GENERALES qui incombent à tous les copropriétaires fixées en fonction des quotes-parts qu'ils détiennent et en fonction de la valeur de leur lot.

2° CHARGES COMMUNES PARTICULIERES, qui incombent à certains copropriétaires en proportion de l'utilité pour chaque lot d'un bien ou service constituant une partie commune donnant lieu à ces charges, et fixées en fonction des quotes-parts qu'ils détiennent.

Sont considérées comme charges communes générales :

- a) les frais d'entretien et de réparation des parties communes utilisées par tous les copropriétaires;
- b) les frais d'entretien et de réparation de l'ascenseur
- b) les frais d'administration;

- c) les frais de consommation, réparation et entretien des installations communes utilisées par tous les copropriétaires;
- d) les primes d'assurances des choses communes et de la responsabilité civile des copropriétaires;
- e) l'entretien des abords;
- f) les indemnités dues par la copropriété;
- g) les frais de reconstruction de l'immeuble détruit.

Sont considérées comme charges communes particulières:

- a) les frais d'entretien et de réparation des emplacements de parkings
- b) les frais d'entretien et de réparation des garages
- c) les frais d'entretien et de réparation des accès aux garages et emplacements de parkings

Ces listes sont exemplatives et non exhaustives.

Chaque copropriétaire contribuera à ces charges communes générales et/ou particulières à concurrence des quotes-parts dont il dispose dans les parties communes. Ces quotes-parts dans les charges communes ne peuvent être modifiées que de l'accord des quatre/cinquièmes des voix des copropriétaires présents ou représentés.

II. Premières charges communes

Les premières charges communes à payer ou à rembourser au syndic sont :

- 1) les frais de raccordements et le coût du placement et de l'ouverture des compteurs communs pour, l'eau et l'électricité.
- 2) le coût des consommations de gaz et d'électricité pour l'usage des parties communes.
- 3) les primes des polices d'assurance contractées par le syndic ou la SCRL CHEZ NOUS.

4) Les premiers frais de chauffage des parties communes, s'il y a lieu.

Chaque copropriétaire contribuera à ces charges communes à concurrence des quotes-parts dont il dispose dans les parties communes.

Il est précisé que aucune charge commune ne sera payée et aucune provision ne sera versée par la SCRL CHEZ NOUS pour des biens non encore cédés.

III. Charges communes de fonctionnement

De même que les charges d'entretien et de réparation des choses communes, les charges nées des besoins communs sont supportées par les copropriétaires en fonction de leurs droits dans les parties communes, sauf indication contraire dans le présent règlement de copropriété.

Telles sont les dépenses, du gaz et de l'électricité pour l'entretien des parties communes, le salaire du personnel d'entretien ou les frais de la société d'entretien, les frais d'achat, d'entretien et de remplacement du matériel et mobilier commun, boîtes à ordures, ustensiles et fournitures nécessaires pour le bon entretien de l'immeuble, le salaire du syndic, les fournitures de bureau, la correspondance; les frais d'éclairage des parties

communes, la consommation du courant électrique pour les ascenseurs, l'abonnement d'entretien de ceux-ci et les réparations y afférentes, etcetera..., qui sont réputés charges communes générales à moins qu'ils ne constituent une charge particulière en vertu des statuts.

Article 21.- Consommations individuelles

Les consommations individuelles de gaz, de l'eau et de l'électricité et tous frais relatifs à ces services, sont payées et supportées par chaque propriétaire.

Article 22.- Impôts

A moins que les impôts relatifs à l'immeuble ne soient directement établis par le pouvoir administratif sur chaque propriété privée, ces impôts seront répartis entre les copropriétaires proportionnellement à leurs quotes-parts dans les parties communes de l'immeuble.

Article 23.- Responsabilité civile

La responsabilité du fait de l'immeuble (article 1386 du Code Civil) et, de façon générale, toutes les charges de l'immeuble, se répartissent suivant les quotes-parts de copropriété afférentes à chaque lot pour autant, bien entendu, qu'il s'agisse de choses communes et sans préjudice au recours que les copropriétaires pourraient avoir contre ceux dont la responsabilité personnelle serait engagée, tiers ou copropriétaires.

Article 24.- Augmentation des charges du fait d'un copropriétaire

Dans le cas où un copropriétaire ou son locataire ou occupant augmenterait les charges communes par son fait personnel, il devrait supporter seul cette augmentation.

Article 25.- Recettes au profit des parties communes

Dans le cas où des recettes communes seraient effectuées à raison des parties communes, elles seront acquises à l'association des copropriétaires qui décidera de leur affectation.

Article 26.- Modification de la répartition des charges.

L'assemblée générale statuant à la majorité des quatre/cinquièmes des voix peut décider de modifier la répartition des charges communes générales.

Tout copropriétaire peut également demander au juge de modifier le mode de répartition des charges si celui-ci lui cause un préjudice propre, ainsi que le calcul de celle-ci s'il est inexact ou s'il est devenu inexact par suite de modifications apportées à l'immeuble.

Si la nouvelle répartition a des effets antérieurs à la date de la décision de l'assemblée générale ou du jugement coulé en force de chose jugée, le syndic devra établir, dans le mois de celle-ci, un nouveau décompte pour la prochaine assemblée, sans que ce décompte doive comprendre une période excédant cinq ans.

Ce décompte devra être approuvé par l'assemblée générale convoquée par les soins du syndic dans les deux mois de ladite décision.

Ce décompte reprendra les sommes à rembourser à chaque copropriétaire dont les quotes-parts dans les charges ont été revues à la baisse, et celles à payer par chaque copropriétaire dont les quotes-parts dans les charges ont été revues à la hausse.

Ces paiements devront s'effectuer sans intérêts dans les deux mois qui suivent l'assemblée générale ayant approuvé ce décompte.

La créance ou la dette dont question ci-avant est réputée prescrite pour la période excédant cinq ans avant la décision de l'assemblée générale ou du jugement coulé en faveur de chose jugée prononçant la modification de la répartition des charges communes.

En cas de cession d'un lot, la créance ou la dette dont question ci-avant profitera et sera supportée par le cédant et le cessionnaire prorata temporis. La date à prendre en considération sera celle du jour où la cession a eu date certaine (article 1328 Code civil).

Article 27.- Cession d'un lot.

§ 1. En cas de transmission de la propriété d'un lot, le notaire instrumentant est tenu de requérir, par lettre recommandée, du syndic de l'association des copropriétaires l'état :

1° du coût des dépenses non voluptuaires de conservation, d'entretien, de réparation et de réfection décidées par l'assemblée générale ou le syndic avant la date de la transmission mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date;

2° des frais liés à l'acquisition de parties communes, décidée par l'assemblée générale avant la date de la transmission mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date;

3° des dettes certaines dues par l'association des copropriétaires à la suite de litiges nés antérieurement à la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date.

Le notaire en informe les parties.

A défaut de réponse du syndic dans les quinze jours de la demande, le notaire avisera les parties de la carence de celui-ci.

Sans préjudice de conventions contraires en ce qui concerne la contribution à la dette, le nouveau copropriétaire supporte le montant de ces dettes ainsi que les charges ordinaires concernant la période postérieure à la date de la transmission.

En cas de transmission de la propriété d'un lot :

1° le copropriétaire sortant est créancier de l'association des copropriétaires pour la partie de sa quote-part dans le fonds de roulement correspondant à la période durant laquelle il n'a pas joui effectivement des parties communes; le décompte est établi par le syndic;

2° sa quote-part dans le fonds de réserve demeure la propriété de l'association.

On entend par "**fonds de roulement**", la somme des avances faites par les copropriétaires, à titre de provision, pour couvrir les dépenses périodiques telles que les frais de chauffage et d'éclairage des parties communes, les frais de gérance et de conciergerie.

On entend par "**fonds de réserve**", la somme des apports de fonds périodique destinés à faire face à des dépenses non périodiques, telles que celles occasionnées par la réparation ou le renouvellement d'un ascenseur ou la pose d'une nouvelle chape de toiture.

Les créances nées après la date de la transmission suite à une procédure entamée avant cette date, appartiennent à l'association des copropriétaires. L'assemblée générale des copropriétaires décidera souverainement de son affectation.

Les appels de fonds destinés au fonds de réserve et décidés par l'assemblée générale avant la date de la transmission resteront à charge du vendeur, sans préjudice de conventions contraires dans l'acte de cession, en ce qui concerne la contribution à la dette.

Pour l'application du présent article :

- la date de la transmission est celle où la cession a acquis une date certaine conformément à l'article 1328 du Code civil, sans préjudice au droit de l'association des copropriétaires, représentée par le syndic, d'invoquer la date du transfert de la propriété si celle-ci ne coïncide pas avec la date certaine de la transmission. Le syndic devra en aviser le notaire instrumentant par pli recommandé dans les quinze jours francs de l'envoi de l'état dont question à l'article 577-11 paragraphe premier du Code civil. Ce délai est prescrit à peine de forclusion.

- le paiement est réputé exigible à compter du jour ouvrable qui suit l'envoi du décompte par le syndic.

Toutefois, pour les charges périodiques clôturées annuellement, le décompte sera établi forfaitairement entre les parties sur base de l'exercice précédent.

CHAPITRE V.- TRAVAUX ET REPARATIONS

Article 28.- Généralités

Les réparations et travaux aux choses communes sont supportées par les copropriétaires, suivant la quotité de chacun dans les parties communes, sauf dans les cas où les statuts en décident autrement.

Article 29.- Genre de réparations et travaux

Les réparations et travaux sont répartis en deux catégories:

- réparations urgentes;
- réparations non urgentes.

Article 30.- Réparations urgentes

Le syndic dispose des pleins pouvoirs pour exécuter les travaux ayant un caractère absolument urgent, sans devoir en demander l'autorisation à l'assemblée, et les copropriétaires ne peuvent jamais y mettre obstacle.

Sont assimilés à des réparations urgentes tous les travaux nécessaires à l'entretien normal et à la conservation du bien, tels que ceux-ci sont fixés dans le "Guide Pratique pour l'Entretien des Bâtiments" (C.S.T.C.), la dernière édition devant être prise en considération.

Article 31.- Réparations ou travaux non urgents

Ces travaux doivent être demandés par le syndic ou par des copropriétaires possédant ensemble au moins un quart des quotités et ils seront soumis à l'assemblée générale qui suit.

Ils ne pourront être décidés que par une majorité des trois/quarts des voix des copropriétaires présents ou représentés et seront alors obligatoires pour tous.

Article 32.- Servitudes relatives aux travaux

Si le syndic le juge nécessaire, les copropriétaires doivent donner accès, par leurs locaux privés (occupés ou non), pour tous contrôles, réparations, entretien et nettoyage des parties communes; il en sera de même pour les contrôles éventuels des canalisations privées, si leur examen est jugé nécessaire par le syndic.

Ils doivent, de même, donner accès à leurs locaux, sans indemnité, aux architectes, entrepreneurs, etcaetera, exécutant des réparations et travaux nécessaires aux choses communes ou aux parties privées appartenant à d'autres copropriétaires, étant entendu que les travaux doivent être exécutés avec toute la célérité désirable.

A moins qu'il ne s'agisse de réparations urgentes, cet accès ne pourra être demandé du premier juillet au trente et un août.

Si les propriétaires ou les occupants s'absentent, ils doivent obligatoirement remettre une clef de leur local privatif à un mandataire habitant l'immeuble, dont le nom et l'adresse devront être connus du syndic, de manière à pouvoir accéder aux locaux privés, si la chose est nécessaire.

Tout contrevenant à cette disposition supporterait exclusivement les frais supplémentaires résultant de l'omission.

Les copropriétaires devront supporter sans indemnité les inconvénients résultant des réparations aux choses communes, qui seront décidées d'après les règles ci-dessus, quelle qu'en soit la durée.

De même, pendant toute la durée des travaux de la construction de l'immeuble, les copropriétaires devront également supporter, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les inconvénients d'une interruption momentanée dans les services communs au cours des travaux de parachèvement aux parties communes ou autres parties privatives de l'immeuble.

Les hommes de métier pourront donc avoir accès dans les parties où devront s'effectuer les dits travaux et les matériaux à mettre en oeuvre pourront donc, pendant toute cette période, être véhiculés dans les parties communes de l'immeuble.

Si un copropriétaire fait effectuer ultérieurement des travaux d'une certaine importance, le syndic pourra exiger le placement d'un monte-charge extérieur, avec accès des ouvriers par échelle et tour.

Les emplacements pour l'entreposage des matériaux ou autres seront nettement délimités par lui.

Le propriétaire responsable des travaux sera tenu de remettre en état parfait le dit emplacement et ses abords; en cas de carence, fixée dès à présent à huit jours maximum, le syndic aura le droit de faire procéder d'office et aux frais du copropriétaire concerné, aux travaux nécessaires, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Les frais seront supportés par le propriétaire intéressé.

CHAPITRE VI.- DE LA RESPONSABILITE EN GENERAL - ASSURANCES- RECONSTRUCTION

Article 33.- De la responsabilité en général

Les responsabilités pouvant naître du chef des parties des immeubles, tant communes que privatives, à l'exclusion cependant de tous dommages résultant du fait de

l'occupant, seront supportées par tous les copropriétaires au prorata du nombre de quotités de chacun, que le recours soit exercé par l'un des copropriétaires, par des voisins ou par des tiers quelconques.

Ces risques seront couverts par des assurances souscrites par l'intermédiaire du syndic, dans la mesure et pour les montants déterminés par l'assemblée générale, sans préjudice au montant supplémentaire dont tout copropriétaire peut réclamer l'assurance sur sa partie privative, le tout sous réserve des dispositions générales énoncées ci-avant.

Le syndic devra faire, à cet effet, toutes diligences nécessaires; il acquittera les primes comme charges communes, remboursables par les copropriétaires, dans la proportion des coefficients de copropriété (sauf pour ce qui est des primes afférentes au montant supplémentaire sur parties privatives, ces dernières étant dues au comptant par le propriétaire et/ou ses ayants droit, seuls bénéficiaires de l'assurance supplémentaire).

Dans cet ordre d'idées, les premières assurances seront contractées par le premier syndic ou le promoteur, au mieux des intérêts des copropriétaires; ceux-ci lui rembourseront les primes payées par lui au prorata des parts de chacun.

Les copropriétaires seront tenus de prêter leur concours, quand il leur sera demandé, pour la conclusion de ces assurances et de signer les actes nécessaires, à défaut de quoi le syndic pourra, de plein droit et sans devoir notifier aucune autre mise en demeure que celle qui se trouve conventionnellement prévue ici même, les signer valablement à leur place.

Article 34.- De la renonciation réciproque au recours en matière de communication d'incendie

En vue de diminuer les possibilités de contestations, ainsi que de réduire les charges réciproques d'assurances, les copropriétaires sont censés renoncer formellement entre eux et contre le personnel de chacun d'eux, ainsi que contre le syndic, éventuellement le conseil de gérance, les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les membres de leur personnel, à leur droit éventuel d'exercice d'un recours pour communication d'incendie né dans une partie quelconque de l'immeuble ou dans les biens qui s'y trouvent, hormis bien entendu, le cas de malveillance ou de faute grave assimilée au dol.

Il en est de même des autres garanties de la police incendie et des polices souscrites par le syndic, notamment des dégâts des eaux et des bris de vitrages.

Les copropriétaires s'engagent à faire accepter ladite renonciation par leurs locataires ou les occupants à quelque titre que ce soit sous peine d'être personnellement responsable de l'omission.

A cet égard, les copropriétaires s'engagent à insérer dans toutes conventions relatives à l'occupation des biens, une clause s'inspirant des dispositions essentielles du texte suivant :

« Le locataire devra faire assurer les objets mobiliers et les aménagements qu'il aura effectués dans les locaux qui lui sont donnés en location contre les risques d'incendie, les dégâts des eaux, d'explosion et le recours que les voisins pourraient exercer contre lui pour dommages matériels causés à leurs biens.

Ces assurances devront être contractées auprès de la même compagnie que celle assurant les bâtiments.

Le locataire devra justifier au bailleur tant de l'existence de ces assurances que du paiement des primes annuelles sur toute réquisition de la part de ce dernier.

Les frais de redevances annuelles de ces assurances seront exclusivement à charge du locataire.

Le locataire renonce dès à présent, tant pour son compte que pour celui de ses ayants droit, et notamment ses sous-locataires et/ou occupants éventuels et son personnel, à tous recours qu'il pourrait exercer contre son bailleur, les autres copropriétaires et leur personnel, ainsi que contre le syndic, les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les membres de leur personnel, et notamment du chef des articles 1386, 1719-3° et 1721 du Code Civil, pour tous dommages qui seraient provoqués à ses propres biens et/ou à ceux d'autrui et qui se trouveraient dans les locaux qu'il occupe.

Le locataire informera sa ou ses compagnies d'assurances de cette renonciation en lui enjoignant d'en donner expressément acte au bailleur ».

Article 35.- Assurance

Le contrat d'assurance incendie est souscrit dans un premier temps, par le promoteur pour compte de la copropriété, l'acquéreur en acquittera les primes au titre de charges communes à concurrence de ses quotités à partir de la réception provisoire.

La copropriété devra maintenir ce contrat auprès de la même compagnie et même courtier durant au moins trois années après l'achèvement du bâtiment

L'immeuble sera couvert contre les risques d'incendie, chute de la foudre, explosions, chute d'avion, dégâts d'ordre électrique, tempête et risques connexes par une ou plusieurs polices comportant les garanties suivantes :

- a) le bâtiment pour sa valeur de reconstruction.
- b) le recours des voisins.
- c) le chômage immobilier.
- d) les frais de déblai et de démolition.
- e) les frais de pompiers, d'extinction, de sauvetage et de conservation.

Ces périls et garanties seront couverts par les soins du syndic, agissant pour compte de tous les copropriétaires dans la mesure et pour le montant déterminé par l'assemblée générale, tant pour les parties privatives que pour les parties communes par un seul et même contrat, avec renonciation par les assureurs à tous recours contre les copropriétaires et leur personnel, ainsi que contre le syndic, éventuellement le conseil de gérance, les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les membres de leur personnel, à quelque titre que ce soit, hormis bien entendu les cas de malveillance ou celui d'une faute grave assimilée au dol.

Dans ce cas cependant, la déchéance éventuelle ne pourrait être appliquée qu'à la personne en cause et les assureurs conserveront le droit de recours contre l'auteur responsable du sinistre.

Article 36.- A. De la responsabilité civile tiers (Immeuble-

Ascenseurs)

B. Bris de glace et dégâts des eaux

C. Personnel



A. Le syndic souscrira également pour le compte des copropriétaires, dans la mesure et pour le montant déterminé par l'assemblée générale, une police d'assurance résiliable annuellement et couvrant la responsabilité des copropriétaires et de leur personnel pour les accidents causés aux copropriétaires, aux occupants de l'immeuble ou de passage et aux tiers quels qu'ils soient, en raison :

- soit du mauvais état ou du mauvais entretien de l'immeuble.
- soit de l'usage des ascenseurs.
- soit pour toutes autres causes imprévues dont la responsabilité pourrait être mise à la charge de l'ensemble des copropriétaires (chute de matériaux, de cheminées, etc.) ou de l'un d'eux.

B. Dans le cadre des dispositions de l'article 33 ci-avant, le syndic souscrira de même une police "bris de glaces" pour les parties communes plus particulièrement exposées, ainsi qu'une police "dégâts des eaux", pour couvrir les dégradations de l'immeuble, consécutivement à des fuites accidentelles, ruptures, engorgements des conduites, de chenaux, des gouttières et de tout appareil à eau de l'immeuble, ainsi que les dégâts pour infiltrations d'eau de pluie au travers des toitures, plate-forme et façades, mais suivant les possibilités du marché des assurances.

Ces contrats seront également résiliables annuellement.

C. Le personnel d'entretien sera assuré par le syndic conformément à la loi.

Article 37.- Obligations des copropriétaires en matière d'assurances

Les décisions relatives aux montants des capitaux à assurer, à l'un ou à l'autre titre que ce soit, ainsi qu'aux clauses et conditions des polices à souscrire, seront ratifiées par l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix, sauf les premières assurances dont question ci-avant qui seront obligatoirement ratifiées d'office.

En tout état de cause, le bâtiment devra être couvert contre les risques d'incendie, explosions et risques connexes pour sa valeur à neuf de reconstruction, laquelle sera indexée.

Chacun des copropriétaires a droit à un exemplaire des polices d'assurances.

Si une surprime est due du chef de la profession exercée par un des copropriétaires ou du chef du personnel qu'il emploie ou de son locataire, ou d'un occupant de son logement privatif, ou plus généralement pour toute raison personnelle à un des copropriétaires, cette surprime sera à la charge exclusive de ce dernier.

Article 38.- Cas de sinistre

En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu de la police seront encaissées par le syndic et déposées en banque, mais en tout cas en un compte spécial.

A cet effet, il appartiendra au syndic d'exiger des divers copropriétaires avant le paiement ou l'utilisation aux fins de la reconstruction, des indemnités leur revenant respectivement, la production, aux frais de chacun d'eux, d'un certificat de transcription et d'inscription hypothécaire à l'effet de pouvoir tenir compte des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires.

Le cas échéant, il lui appartiendra de faire intervenir les dits créanciers lors du règlement des susdites indemnités.

Article 39.- De l'utilisation des indemnités

L'utilisation de ces indemnités sera réglée comme suit:

A. Si le sinistre est partiel, à concurrence de moins de cinquante pour cent de la valeur de reconstruction du bâtiment, le syndic emploiera l'indemnité par lui encaissée à la remise en état des lieux sinistrés.

Si l'indemnité est insuffisante pour faire face à la remise en état, le supplément sera recouvré par le syndic à charge de tous les copropriétaires qui s'obligent à l'acquitter dans les trois mois de la réclamation leur présentée par le syndic.

A défaut de paiement dans ce délai, les intérêts au taux d'escompte pratiqué par la Banque Nationale de Belgique majoré de trois pour cent courront de plein droit et sans mise en demeure sur ce qui sera dû, sauf le recours de ceux-ci contre celui qui aurait, du chef de la reconstruction, une plus-value de son bien à concurrence de cette plus-value.

Toute somme à encaisser sera versée par le syndic au compte spécial ci-dessus.

Si l'indemnité est supérieure aux dépenses de remise en état, l'excédent est acquis aux copropriétaires en proportion de leurs parts dans les parties communes.

B. Si le sinistre est total, ou partiel à concurrence de plus de cinquante pour cent de la valeur de reconstruction du bâtiment, l'indemnité devra être employée à la reconstruction, à moins qu'une assemblée générale des copropriétaires, n'en décide autrement, à la majorité des quatre/cinquièmes des voix en cas de reconstruction partielle et à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires en cas de reconstruction totale.

En cas d'insuffisance de l'indemnité pour l'acquit des travaux de reconstruction, le supplément sera à la charge des copropriétaires dans la proportion des droits de copropriété de chacun et sera exigible dans les trois mois de l'assemblée qui aura déterminé ce supplément, les intérêts au taux d'escompte pratiqué par la Banque Nationale de Belgique majoré de trois pour cent courant de plein droit et sans mise en demeure à défaut de réception, dans ce délai, sur ce qui sera dû.

Toute somme à encaisser sera versée par le syndic au compte spécial visé ci-dessus.

L'ordre de commencer les travaux ne pourra être donné par le syndic que pour autant que l'assemblée générale des copropriétaires en ait décidé ainsi à la majorité des quatre/cinquièmes des voix.

Toutefois, au cas où l'assemblée générale déciderait la reconstruction partielle de l'immeuble, les copropriétaires qui n'auraient pas pris part au vote ou qui auraient voté contre la décision de reconstruire, seront tenus par priorité, à prix et conditions égaux, de céder tous leurs droits et leurs indemnités dans l'immeuble aux autres copropriétaires, ou si tous ne désirent pas acquiescer, à ceux des copropriétaires qui en feraient la demande.

Cette demande devra être formulée par lettre recommandée à adresser aux copropriétaires dissidents, dans un délai d'un mois à compter du jour où la décision de reconstruire partiellement l'immeuble aura été prise par l'assemblée.

Une copie de cette lettre recommandée sera envoyée au syndic pour information.

A la réception de la susdite lettre recommandée, les copropriétaires qui n'auraient pas pris part au vote ou qui auraient voté contre la décision de reconstruire partiellement l'immeuble, auront cependant encore la faculté de se rallier à cette décision, par lettre recommandée envoyée dans les quarante-huit heures au syndic.

Quant aux copropriétaires qui persisteraient dans leur intention de ne pas reconstruire partiellement l'immeuble, il leur serait retenu, du prix de cession, une somme

équivalente à leur part proportionnelle dans le découvert résultant de l'insuffisance d'assurance.

Les copropriétaires récalcitrants auront un délai de deux mois à compter de la date de l'assemblée générale ayant décidé la reconstruction partielle de l'immeuble pour céder leurs droits et leurs indemnités dans l'immeuble.

A défaut de respecter ce délai, ils seront tenus de participer à la reconstruction partielle de l'immeuble comme s'ils avaient voté cette dernière.

Le prix de cession, à défaut d'accord entre les parties, sera déterminé par deux experts nommés par le président du tribunal de première instance de la situation de l'immeuble, sur simple ordonnance à la requête de la partie la plus diligente et avec faculté pour les experts de s'adjoindre un troisième expert pour les départager; en cas de désaccord sur le choix du tiers expert, il sera commis de la même façon.

Le prix sera payé au comptant.

La destruction même totale de l'immeuble n'entraîne pas à elle seule la dissolution de l'association des copropriétaires. Si l'immeuble n'est pas reconstruit, l'indivision prendra fin et les choses communes seront partagées ou licitées.

L'indemnité d'assurance, ainsi que le produit de la licitation éventuelle seront partagés entre les copropriétaires, dans la proportion de leurs droits respectifs, établis par leurs quotités dans les parties communes, sans préjudice toutefois aux droits des créanciers hypothécaires.

Article 40.- Des assurances particulières

A. Si des embellissements ont été effectués par des copropriétaires à leur propriété, il leur appartient de les assurer à leurs frais; ils pourront néanmoins les assurer sur la police générale, mais à charge de supporter la surprime et sans que les autres copropriétaires aient à intervenir dans les frais de reconstruction éventuels.

B. Les copropriétaires qui estimeront que l'assurance est faite pour un montant insuffisant, auront toujours la faculté de prendre, pour leur compte personnel, une assurance complémentaire à la même compagnie, à condition de supporter toutes les charges et primes.

Dans les deux cas, les copropriétaires intéressés auront seuls droit à l'excédent d'indemnité qui pourra être allouée par suite de cette assurance complémentaire et ils en disposeront librement.

Article 41.- Destruction de l'immeuble vétuste. Fin de l'indivision

Dans le cas d'une destruction totale ou partielle de l'immeuble, pour toute cause étrangère à un sinistre couvert par une assurance, ou encore dans l'hypothèse où l'immeuble aurait perdu, pour vétusté notamment, une partie importante de sa valeur d'utilisation et qu'en raison des conceptions de l'époque en matière d'architecture et de construction, la seule solution conforme à l'intérêt des copropriétaires soit ou la démolition et la reconstruction de l'immeuble, ou sa vente, il appartiendra à l'assemblée générale des copropriétaires de décider de cette reconstruction ou de la dissolution de l'association des copropriétaires et éventuellement de la vente pure et simple de l'immeuble en bloc.

Une décision d'une telle importance ne pourra cependant être portée à l'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire que si elle est proposée par des copropriétaires possédant ensemble au moins la moitié des voix.

En outre, la décision de démolir et de reconstruire l'immeuble ou encore celle de la vente sur licitation de l'ensemble du bien, ne pourra être prise qu'à la majorité des quatre/cinquièmes des voix présentes ou représentées en cas de reconstruction partielle et à l'unanimité des voix des copropriétaires en cas de reconstruction totale ou de dissolution de l'association des copropriétaires.

Dans l'un comme dans l'autre cas, ou encore dans l'hypothèse d'une destruction totale ou partielle de l'immeuble pour toute cause étrangère à un sinistre couvert par une assurance, les dispositions de procédure prescrites ci-avant, dans le cas du "sinistre total" seront également applicables, tant sur le chapitre de la cession des parts des copropriétaires qui auraient voté contre la reconstruction, que sur celui de la nomination des experts ou sur celui de la ventilation des parts, en cas de vente.

TITRE III.- REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 42.- Portée - Modifications

Il est arrêté, entre tous les copropriétaires, un règlement d'ordre intérieur obligatoire pour eux et leurs ayants droit.

Il pourra être modifié par l'assemblée générale à la majorité des trois/quarts des voix présentes ou représentées.

Les modifications devront figurer à leur date dans le registre des procès-verbaux des assemblées.

Ce règlement d'ordre intérieur sera opposable selon les modalités énoncées à l'article 19 paragraphe 10.

Toute disposition du règlement d'ordre intérieur peut être directement opposée par ceux à qui elles sont opposables.

SECTION I.- CONSEIL DE GERANCE - SYNDIC

Article 43.- Conseil de gérance

Le conseil de gérance est composé d'un président et de trois assesseurs.

Tout membre du conseil de gérance empêché ou absent, peut donner, par écrit, par télégramme, par télécopie ou par télex, à un mandataire de son choix, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et y voter en son lieu et place.

Ces mandataires agiront en lieu et place de leur mandant et sous la seule responsabilité de ce dernier, à l'égard des autres copropriétaires.

Le syndic de l'immeuble pourra assister aux réunions du conseil de gérance, avec voix consultative.

Le conseil de gérance surveille la gestion du syndic, et notamment le caractère urgent ou indispensable des travaux visés à l'article 30 des statuts et leur exécution, il examine ses comptes et fait rapport à l'assemblée.

Le conseil de gérance délibérera valablement si trois au moins de ses membres sont présents.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres du conseil de gérance sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable.

Il pourra être dressé, selon les nécessités, procès-verbal des décisions prises, procès-verbal qui sera signé par les membres qui étaient présents à la réunion.

Article 44.- Nomination du syndic

Jusqu'à la première assemblée générale, le syndic de l'immeuble sera Monsieur Albert BEECAERT, précité.

Le syndic est élu par l'assemblée générale qui fixera les conditions de sa nomination et éventuellement de sa révocation, sans préjudice à sa désignation dans les présents statuts.

Elle pourra choisir le syndic parmi les copropriétaires ou en dehors d'eux.

Si le syndic est un des copropriétaires et s'il n'est pas appointé, il pourra s'adjoindre un secrétaire pour la tenue des écritures.

Les émoluments du secrétaire seront fixés par l'assemblée.

Si le syndic est absent ou défaillant, le président du conseil de gérance remplit ses fonctions; si le président est lui-même absent ou défaillant, ces fonctions seront exercées par un membre du conseil de gérance, jusqu'au moment où un nouveau syndic sera nommé ou que le syndic aura repris ses fonctions sans préjudice au droit de désigner un syndic provisoire.

Le président a les pouvoirs du syndic provisoire sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la majorité absolue des voix.

Article 45.- Attribution du syndic

Le syndic a la charge de la gestion journalière de l'immeuble et partant de sa surveillance générale.

C'est ainsi qu'il veillera au bon fonctionnement de tout appareillage commun.

Il s'occupera des achats nécessaires et veillera à ce que la gestion soit faite d'une manière économique.

Il sera souscrit, par les soins du syndic, un contrat d'entretien des ascenseurs, avec inspection du bon fonctionnement des appareils de levage.

Il sera souscrit de même, un contrat d'entretien de toute autre installation qui requerrait un entretien régulier par des spécialistes, notamment du "jardin" commun.

Le syndic engage, dirige et licencie les éventuels salariés de la copropriété, leur donne les ordres nécessaires et fait exécuter, à son initiative, les réparations urgentes.

Il assurera le fonctionnement de tous les services généraux (éclairage - chauffage - gaz - ascenseurs - distribution d'eau - enlèvement des immondices - nettoyage des couloirs et autres parties communes).

Tous travaux d'entretien ou de réparation s'effectueront sous la surveillance du syndic ou, le cas échéant, d'un délégué technique désigné par ce dernier.

Le syndic a aussi mission de répartir entre les copropriétaires le montant des dépenses communes, de centraliser les fonds et de les verser à qui de droit.

Le tout sous le contrôle et la surveillance du conseil de gérance.

Article 46.- Mandat du syndic

L'association des copropriétaires délègue ses pouvoirs au syndic qui la représente et est chargé d'exécuter et de faire exécuter ses décisions, tant pour la gestion journalière que pour l'administration de l'immeuble.

Il engage l'association des copropriétaires pour toutes les questions courantes relevant des parties communes, vis-à-vis des sociétés distributrices d'eau, de gaz et d'électricité, les fournisseurs les plus divers, administrations, etcetera...

Le syndic instruit les contestations relatives aux parties communes vis-à-vis des tiers et des administrations publiques.

Article 47.- Comptabilité

A. Provision pour charges communes

Pour faire face aux dépenses courantes de la copropriété, chaque propriétaire d'un lot privatif paiera une provision équivalente à une estimation des dépenses couvrant une période de douze mois en fonction du nombre de quotités qu'il possède dans les parties communes de l'immeuble, les différents éléments privatifs et, le tout, sous réserve du droit pour le syndic, d'adapter la provision permanente en fonction de l'évolution des coûts et afin de réaliser, en tout état de cause, la couverture de la susdite période de douze mois.

Le syndic se chargera de réclamer cette provision permanente à chaque propriétaire d'éléments privatifs de manière à constituer un fonds de roulement pour la gestion de l'immeuble.

Le montant initial de cette provision sera fixé par le syndic sur base des évaluations et exigible au plus tard le jour de la réception provisoire préalablement à la prise de possession de chaque élément privatif.

Toutefois, il est loisible au comparant de réclamer le premier acompte pour charges communes à l'acquéreur de tout lot privatif lors de la signature de son acte authentique d'acquisition.

En cas de dépenses exceptionnelles, notamment pour l'exécution de travaux importants, le syndic pourra faire appel à une provision supplémentaire dont il fixera lui-même le montant.

L'assemblée générale pourra ensuite décider de dispositions particulières à prendre en vertu de la gestion de ce fonds de réserve.

B. Paiement des charges communes

Tous les copropriétaires devront effectuer le paiement au syndic dans les trente jours de la date d'invitation à payer les acomptes et/ou les décomptes des charges communes. Le copropriétaire resté en défaut de paiement après le délai de trente jours encourra de plein droit et sans mise en demeure une indemnité de soixante-deux cents par jour de retard à dater de l'expiration dudit terme, sans préjudice à l'exigibilité de tous autres dommages et intérêts.

Cette indemnité de retard sera portée de plein droit à un euro vingt-cinq cents par jour à compter du dixième jour suivant la date de dépôt à la poste par le syndic d'une lettre recommandée réclamant le paiement de la provision et servant de mise en demeure jusqu'à y compris le jour du complet paiement. Les indemnités versées seront réunies et feront partie du fonds de réserve pour la gestion de l'immeuble.

Les copropriétaires restant en défaut de payer, malgré la mise en demeure du syndic assortie des indemnités mentionnées ci-dessus, pourront être poursuivis judiciairement par le syndic, conformément à l'article 577-8 paragraphe 4, 6° du Code civil.

Le syndic pourra en outre réclamer une somme complémentaire de sept euros cinquante cents au premier rappel, de douze euros cinquante cents au deuxième rappel, de vingt-cinq euros à la mise en demeure, ainsi qu'une somme forfaitaire de septante-cinq euros de frais de dossier de la copropriété pour tout litige qui serait transmis à l'avocat. A ce sujet, il est loisible au syndic de souscrire une assurance protection juridique pour s'assurer contre les litiges qui pourraient survenir entre l'association des copropriétaires et un de ceux-ci.

Le règlement des charges communes ne peut en aucun cas se faire au moyen de la provision pour charges communes, laquelle doit rester intacte. Son montant est sujet à réajustement selon l'évolution des coûts et afin de réaliser en tout état de cause, la couverture de douze mois de charges.

Toutes les indemnités et pénalités ci-dessus prévues sont reliées à l'indice officiel des prix à la consommation du Royaume, l'indice de référence étant celui base mil neuf cent quatre-vingt-huit.

En cas de mise en oeuvre de ces sanctions, l'adaptation se fera à la date d'application de celle(s)-ci sur base de la formule :

indemnité de base fois index nouveau

index de départ.

L'indice nouveau sera celui du mois précédent celui où la sanction doit être appliquée.

C. Recouvrement des charges communes

Le syndic est tenu de prendre toutes mesures pour la sauvegarde des créances de la collectivité des copropriétaires.

A cette fin, le syndic est autorisé pour le recouvrement des charges communes :

- a) à arrêter le chauffage dans le bien du défaillant;
- b) à assigner les copropriétaires défaillants au paiement des sommes dues.

Il fera exécuter les décisions obtenues par toutes voies d'exécution, y compris la saisie de tous biens meubles et immeubles du défaillant.

A cette occasion, il ne doit justifier d'aucune autorisation spéciale à l'égard des tribunaux et des tiers.

c) à toucher lui-même à due concurrence ou à faire toucher par un organisme bancaire désigné par lui les loyers et charges revenant au copropriétaire défaillant, délégation des loyers contractuelle et irrévocable étant donnée au syndic par chacun des copropriétaires, pour le cas où ils seraient défaillants envers la copropriété.

Le locataire ou occupant, en application des présentes dispositions, ne pourra s'opposer à ces paiements et sera valablement libéré à l'égard de son bailleur des sommes pour lesquelles le syndic lui a donné quittance.

d) à réclamer aux copropriétaires, à titre de provision en proportion de leurs quotités dans l'immeuble, la quote-part du défaillant dans les charges communes.

Tous et chacun des copropriétaires sont réputés expressément se rallier en ce qui les concerne individuellement à cette procédure et marquer d'ores et déjà leur complet accord sur la délégation de pouvoirs que comporte, à leur égard et à celui de leurs locataires, la mise en application éventuelle des susdites dispositions.

D. Comptes annuels du syndic

Le syndic présente annuellement ses comptes généraux à l'assemblée générale, les soumet à son approbation et en reçoit décharge s'il échet.

Ce compte annuel du syndic à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, sera clôturé en fin d'année comptable, dont la date sera fixée par décision prise en assemblée générale.

Le syndic déterminera la quote-part de chaque copropriétaire dans ce compte annuel, en faisant état des provisions versées par chacun d'eux.

Les copropriétaires signaleront immédiatement au Président du conseil de gérance et au syndic les erreurs qu'ils pourraient constater dans les comptes.

L'assemblée des copropriétaires pourra décider, à la majorité absolue des voix, de toutes modifications au système de comptabilisation défini ci-avant.

SECTION II. ASPECTS EXTERIEURS

Article 48.- Nettoyage

Le service de nettoyage des parties communes sera assuré par les soins du syndic, conformément aux pouvoirs et obligations qui lui sont dévolus ci-avant.

Le personnel d'entretien est en principe chargé du nettoyage des parties communes (hall d'entrée, couloirs, etcetera).

En cas d'absence ou de défaillance de ce dernier, le syndic prendra toute initiative, éventuellement en accord avec le conseil de gérance, pour pourvoir au remplacement et ainsi assurer un parfait état de propreté des parties communes en général et notamment : les trottoirs, les accès, les hall du rez-de-chaussée, les cages d'escaliers, les aires de manoeuvres, les couloirs des greniers, les locaux à poubelles; assurer l'évacuation des ordures ménagères.

Article 49.- Abords et voiries

L'entretien des voiries et abords ainsi que de tous les aménagements, des accès aux abords et sous-sol seront considérées comme charges communes générales et seront réparties comme telles entre tous les propriétaires

Article 50.- Entretien et aspect

Les travaux de peinture aux façades, y compris les châssis, garde-corps et volets, et autres ornements extérieurs, devront être faits aux époques fixées suivant un plan établi par l'assemblée générale, et sous la surveillance du syndic, ces travaux étant considérés comme charges communes à répartir comme telles, se rapportant à la conservation des parties communes.

Si les acquéreurs veulent mettre :

- 1) des rideaux aux fenêtres, ces derniers seront du type identique à ceux déterminés par le syndic.
- 2) des persiennes, ces dernières seront de teinte identiques à celle déterminée par le syndic.
- 3) des tentures, ces dernières seront identiques à celles déterminées par le syndic du côté extérieur.



4) des marquises ou stores pare-soleil, ceux-ci seront d'un modèle et d'une teinte à fixer par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix.

Les travaux relatifs aux choses privées dont l'entretien intéresse l'harmonie de l'immeuble, devront être effectués par chaque propriétaire en temps utile, de manière à conserver à l'immeuble sa tenue de bon soin et entretien.

Les copropriétaires et occupants ne pourront mettre aux fenêtres, façades et balcons, ni enseignes, ni réclames, garde-manger, linge et autres objets quelconques.

SECTION III.- ORDRE INTERIEUR.

Article 51.- Service des eaux

1) L'abonnement au service des eaux pour les parties communes, est souscrit par le syndic.

2) Chaque propriétaire souscrit ou renouvelle individuellement l'abonnement au service des eaux pour son entité privative à moins que la fourniture d'eau s'effectue au moyen d'un compteur de passage.

3) Le cas échéant, chaque année, au mois de décembre, le syndic fera parvenir au Service des Eaux, la liste des parties privatives qui auraient été vendues ou cédées au cours de l'année en mentionnant l'identité et l'adresse des nouveaux propriétaires de celles-ci.

4) Les premières demandes d'abonnement peuvent être souscrites par le promoteur de l'immeuble, au nom des futurs copropriétaires.

Article 52.- Aspect et tranquillité

Les parties communes, notamment les halls, les escaliers, les paliers, les dégagements, les accès et aires de manoeuvre aux emplacements de garage, devront être maintenues libres en tous temps.

Il ne pourra jamais y être déposé, accroché ou placé quoi que ce soit à l'exception des affiches de mises en vente ou location des parties privatives. Le modèle d'affichage sera déterminé par le syndic.

Dans les parties privatives, chaque copropriétaire reste libre d'effectuer ou de faire effectuer, à ses seuls risques et périls, tous travaux à sa convenance qui ne seraient pas de nature à nuire ou à incommoder ses voisins immédiats ou les autres copropriétaires ou encore à compromettre la solidité, la salubrité ou la sécurité de l'immeuble.

Les tapis et carpettes ne peuvent être battus, ni secoués dans aucune partie de l'immeuble, en ce compris les toits et terrasses.

Les occupants devront faire usage d'appareils ménagers appropriés à cet effet.

Il ne pourra être fait, dans les couloirs et sur les paliers communs, aucun travail de ménage privatif.

Il est strictement défendu d'utiliser, dans l'immeuble, des tuyaux d'amenée du gaz en toutes matières sujettes à rupture sous la pression du gaz; ces tuyaux doivent être rigides et métalliques.

Les occupants de l'immeuble sont autorisés, à titre de simple tolérance, à posséder dans l'immeuble des chiens, chats et oiseaux non divaguant.

Si l'animal était source de nuisance par bruit, odeur ou autrement, la tolérance pourra être retirée pour l'animal dont il s'agit, par décision du syndic.

Dans le cas où la tolérance est abrogée, le fait de ne pas se conformer à la décision du syndic entraînera le contrevenant au paiement d'une somme déterminée par le conseil de gérance, à titre de dommages-intérêts, par jour de retard, sans préjudice à toute sanction à ordonner par voie judiciaire.

Ce montant sera versé au fonds de réserve, le tout sans préjudice à une décision à prendre à la majorité absolue par l'assemblée générale.

Les meubles de grande dimension devront être amenés dans les lots privatifs par le façades. Les cages d'escalier ne pourront être utilisées en aucune façon.

L'usage des garages et emplacements de parkings doit se faire avec le minimum d'inconvénients pour tous les copropriétaires et plus spécialement entre vingt-deux heures et sept heures.

Il est interdit d'actionner les avertisseurs d'automobile et de stationner dans l'entrée carrossable et les aires de manoeuvre, à l'effet de ne point gêner les manoeuvres d'entrée et de sortie.

Les usagers auront à se conformer à toute réglementation décidée par le syndic quant à la signalisation dont seraient équipés les accès vers le sous-sol.

Aucun dépôt de carburant ou de tout autre produit inflammable ne sera autorisé.

L'accès aux emplacements de garages et parkings est interdit aux personnes ne disposant pas d'un droit de jouissance dans la copropriété.

Les détenteurs de droit de jouissance d'un emplacement de garage et/ou d'un parking s'obligent expressément à respecter les droits de leurs voisins et seront personnellement responsables de toutes contraventions qui seraient commises à ce propos par des tiers qui se targueraient d'autorisation émanant de leur chef.

SECTION IV.- MORALITE - TRANQUILLITE - DESTINATION DES LOCAUX

Article 53.- Mode d'occupation

a) Généralité.

Les copropriétaires, locataires, domestiques et autres occupants de l'immeuble, devront toujours habiter l'immeuble et en jouir suivant la notion juridique de "bon père de famille".

Les occupants devront veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit à aucun moment troublée par leur fait, celui des personnes à leur service, celui de leurs locataires ou visiteurs.

Il ne pourra être fait aucun bruit anormal; l'emploi d'instruments de musique, postes de radio, télévisions et chaînes de reproduction musicale est autorisé.

Toutefois, les occupants seront tenus d'éviter que le fonctionnement de ces appareils incommode les occupants de l'immeuble, et ce sous peine de sanctions similaires à celles stipulées à l'article 52, à propos de la présence d'animaux.

S'il est fait usage, dans l'immeuble, d'appareils électriques produisant des parasites, ils devront être munis de dispositifs atténuant ces parasites, de manière à ne pas troubler les réceptions radiophoniques.

Aucun moteur ne pourra être installé dans les parties privatives, à l'exception des petits moteurs actionnant les appareils ménagers.

L'installation et la mise en application de la soudure autogène et électrique et de la peinture à la cellulose sont interdits dans l'immeuble.

Les appartements sont destinés, en principe, exclusivement à l'usage de logements ou professions libérales ou bureaux.

L'exercice, sous la seule responsabilité du propriétaire du lot privatif, d'une profession libérale ou d'un commerce doit faire l'objet d'autorisation préalable des autorités administratives compétentes, portée à la connaissance du syndic par lettre recommandée quinze jours au moins avant le début de cette activité professionnelle.

La contravention à cette obligation d'avertissement sera passible d'une amende fixée par l'assemblée générale.

Toute profession libérale sera admise aux conditions de ne pas nuire aux bonnes mœurs, à la tranquillité et à l'hygiène de l'immeuble.

Tous jeux ou ébats enfantins, sont interdits dans tous les lieux communs, notamment dans l'entrée des garages et hall d'entrée.

b) Transmission des obligations.

Les baux accordés contiendront l'engagement des locataires d'habiter l'immeuble conformément aux prescriptions du présent règlement, dont ils reconnaîtront avoir eu connaissance.

En cas d'infraction grave, dûment constatée, les baux pourront être résiliés à la demande de l'assemblée des copropriétaires.

c) Location.

1.- Les biens privatifs ne peuvent être donnés en location qu'à des personnes honorables et solvables.

Les mêmes obligations pèsent sur le locataire en cas de sous-location ou de cession de bail. Chaque copropriétaire devra exiger un montant de trois mois de loyer au titre de garantie locative.

2.- Les propriétaires doivent imposer à leurs occupants l'obligation d'assurer convenablement leurs risques locatifs et leur responsabilité à l'égard des autres copropriétaires de l'immeuble et des voisins.

3.- Les propriétaires sont tenus d'informer le syndic suivant les modalités prévues à l'article 19, paragraphe 10.

4.- Le syndic portera à la connaissance des locataires les modifications au présent règlement ainsi que les consignes et les décisions de l'assemblée générale susceptibles de les intéresser, le tout conformément à l'article 577-10 paragraphe 4 du Code civil.

5.- En cas d'inobservation des présents statuts par un locataire, par son sous-locataire ou cessionnaire de bail, ou par tout autre occupant, le propriétaire, après second avertissement donné par le syndic, est tenu de demander la résiliation du bail ou de mettre fin à l'occupation.

Article 54.- Publicité

Il est interdit, sauf autorisation spéciale de l'assemblée des copropriétaires et sauf en cas de mise en vente ou de location, de faire de la publicité sur l'immeuble.

Aucune inscription ne pourra être placée aux fenêtres des étages, sur les portes et sur les murs extérieurs, ni dans les escaliers, halls et passages.

Le comparant se réserve le droit de faire toute publicité et d'apposer toutes affiches qu'il jugera utiles sur les lots qui seront sa propriété et ce, jusqu'à la vente du dernier lot privatif de l'immeuble.

L'immeuble est pourvu de compteurs pour l'éclairage des parties communes, des locaux et emplacements de garages et pour l'alimentation en force motrice des ascenseurs.

La consommation totale enregistrée par ces compteurs, de même que la consommation des compteurs, constitueront une charge commune à répartir au prorata des quotités indivises possédées par chaque propriétaire de locaux privatifs.

Chaque lot privatif est pourvu d'un compteur enregistrant la quantité d'électricité consommée par ses occupants.

Les locations de compteurs et les frais de consommation y afférents seront supportés exclusivement et totalement par ses propriétaires ou occupants.

SECTION VI.- ASCENSEURS

Article 60.- Répartition des frais d'ascenseur

Les ascenseurs desservant l'immeuble, seront considérés comme parties communes néanmoins les charges relatives aux ascenseurs peuvent être considérées comme charges communes particulières.

Il en résulte que pour tout ce qui concerne les frais de fonctionnement, d'entretien, de réparations ou de renouvellement d'un ascenseur quelconque et de tous ses accessoires, la part contributive de chaque propriété privative dans les dites charges correspondra à la répartition en millièmes fixée à l'article 20 des présents statuts et en proportion de l'utilité de l'ascenseur pour chaque lot.

Le mode de répartition des charges de fonctionnement, d'entretien et de réparation des ascenseurs ne pourra être modifié que par décision de l'assemblée générale des copropriétaires concernés, prise à la majorité des quatre/cinquièmes des voix.

SECTION VII. DIFFERENDS

Article 61.- Règlement des différends

En cas de litige survenant entre copropriétaires et/ou occupants de l'immeuble concernant les parties communes, le syndic constitue obligatoirement la première instance qui doit être soumis le litige.

Si malgré l'intervention du syndic, le litige subsiste, il sera porté devant le conseil de gestion et si besoin en est devant l'assemblée générale, en degré de conciliation.

Si le désaccord subsiste, on aura recours au juge compétent.

En cas de désaccord entre certains propriétaires et le syndic, et notamment, en cas de difficulté concernant l'interprétation du règlement de copropriété et d'ordre intérieur, le litige sera porté devant le conseil de gestion et si besoin en est, devant l'assemblée générale, en degré de conciliation.

Si l'accord survient, procès-verbal en sera dressé.

Si le désaccord persiste, on aura recours au juge compétent.

En cas de litige opposant l'assemblée générale (s'entendant de la majorité absolue de ses membres), à un ou plusieurs copropriétaires, tous les frais de procédure et de justice et ce compris, le cas échéant, notamment les honoraires d'avocat, et les frais d'expertise avancés par le syndic agissant pour compte de l'assemblée générale, seront supportés exclusivement par la partie succombante.

Article 62.- Conservation et diffusion des documents

Il sera photocopié des exemplaires des présents statuts contenant le règlement d'ordre intérieur. Ils seront remis aux intéressés, au prix que l'assemblée décidera.

Ces statuts et règlements seront obligatoires pour tous les copropriétaires actuels et futurs, ainsi que pour tous ceux qui posséderont à l'avenir, sur l'immeuble ou une partie quelconque de cet immeuble, un droit de quelque nature que ce soit, ainsi que pour leurs héritiers, ayants droit ou ayants cause à un titre quelconque.

En conséquence, ces statuts et règlements devront : ou bien être transcrit en entier dans tous actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou de jouissance, ou bien ces actes devront contenir la mention que les intéressés ont une parfaite connaissance de ces statuts et règlements et qu'ils sont subrogés de plein droit par le seul fait d'être titulaire d'un droit quelconque sur une partie quelconque de l'immeuble, dans tous les droits et obligations qui peuvent en résulter ou en résulteront.

Dans chaque convention ou contrat relatif à une portion de l'immeuble, les parties devront faire élection de domicile attributif de juridiction à, faute de quoi, le domicile sera de plein droit élu dans l'immeuble même.

Article 63.- Renvoi au Code civil

Les statuts sont régis par les dispositions reprises aux articles 577-2 à 577-14 du Code civil. Les stipulations qu'ils contiennent seront réputées non écrites dans la mesure où elles contreviennent auxdits articles.

DISPOSITIONS FINALES

Transcription hypothécaire

Le présent acte de base sera transcrit au premier bureau des hypothèques de Nivelles et il sera renvoyé à cette transcription lors de toutes mutations ultérieures de tout ou partie du bien objet des présentes.

Dispositions transitoires

Toutes les clauses reprises au présent acte de base sont applicables dès qu'un lot privatif aura été cédé par la SCRL CHEZ NOUS, sauf si celles-ci sont contraires à la loi en vigueur. La SCRL CHEZ NOUS déclare à ce sujet vouloir assujettir la copropriété à la loi du trente juin mil neuf cent nonante-quatre à compter de cette cession, sans préjudice aux règles entrées en vigueur à compter du premier août mil neuf cent nonante-cinq (personnalité juridique de l'association des copropriétaires, compétence du juge de paix...) et qui ne peuvent relever du droit contractuel.

Frais

La participation des acquéreurs dans les frais du présent acte de base et ses annexes est fixée forfaitairement à quatre cent vingt-cinq euros (425.EUR) par appartement, et à vingt-cinq euros (25.EUR) par garage ou emplacement de parking.

DECLARATION

Destination des lieux

A l'exclusion des garages, des emplacements de parkings et des caves dont la destination résulte de leur nature même, les diverses entités privatives, telles qu'elles résultent des plans ci-annexés, sont destinées uniquement à usage principal d'habitation, de bureaux, professions libérales et non susceptibles de causer un trouble de voisinage, sans

ensé
des

du

lété
s le

vec

: la

sur

on

e

1

préjudice aux autorisations administratives, et selon les dispositions plus particulières définies au règlement de copropriété.

Il n'est pris aucun engagement par le Notaire Pierre Sterckmans soussigné quant à l'affectation - autre que l'habitation - qui peut ou pourra être donnée aux locaux privés de l'immeuble. Le Notaire Pierre Sterckmans soussigné a pour le surplus attiré l'attention du comparant sur la nécessité de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur, en cas de transformation ou de changement d'affectation.

IV. ECHANGE

A. ECHANGE AVEC MADAME

Madame _____ cède par les présentes à titre d'échange, à la SCRL CHEZ NOUS qui accepte, le bien suivant:

COMMUNE DE TUBIZE (ex-Tubize)

Première division

Une maison de commerce avec jardin, serre et garage le tout sis chez d'Hondzocht, numéros 75 et +75 cadastré ou l'ayant été section A numéros 475/474/P/3, 475/02T/4, 474/B/5 et 475/02K/6 pour une contenance totale d'après cadastre quatorze ares tenant ou ayant tenu aux consorts

En contre échange, la SCRL CHEZ NOUS cède à Madame _____ qui accepte le bien suivant:

L'appartement dénommé 203 situé au deuxième étage arrière gauche, comprenant

- en propriété privée et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'appartement dénommé 205 situé au deuxième étage arrière droit, comprenant

- en propriété privée et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-six millièmes (36/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro DOUZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privée et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro DIX-HUIT située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : un millième (1/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro UN, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

L'emplacement de parking extérieur numéro DEUX, comprenant :

- en propriété privative et exclusive : l'emplacement de parking proprement dit
- en copropriété et indivision forcée : trois millièmes (3/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Tels que ces biens sont décrits à l'acte de base dont question ci-avant.

**B. ECHANGE AVEC MONSIEUR, ET SON EPOUSE
MADAME**

Les époux cèdent par les présentes à titre d'échange, à la SCRL CHEZ NOUS qui accepte, le bien suivant:

**COMMUNE DE TUBIZE (ex-Tubize)
Première division**

Une maison d'habitation avec jardin sise chaussée d'Hondzocht numéro 79 cadastrée ou l'ayant été section A numéro 475/02P/3 pour une contenance d'après cadastre de un are dix centiares et d'après titre de un are six centiares tenant ou ayant tenu à Madame

En contre échange, la SCRL CHEZ NOUS cède aux qui acceptent le bien suivant :

L'appartement dénommé 103 situé au premier étage arrière gauche, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (salon-salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (bain et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

La cave numéro ~~VINGT~~ ¹ située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain



Tels que ces biens sont décrits à l'acte de base dont question ci-avant.

C. ECHANGE AVEC MONSIEUR

Monsieur _____ cède par les présentes à titre d'échange, à la SCRL CHEZ NOUS qui accepte, le bien suivant:

COMMUNE DE TUBIZE (ex-Tubize)

Première division

Une maison d'habitation avec jardin sise chaussée d'Hondzocht, numéro 81 cadastre ou l'ayant été section A numéro 475/02R/3 pour une contenance d'après cadastre et un are dix centiares tenant ou ayant tenu à _____

En contre échange, la SCRL CHEZ NOUS cède à Monsieur _____ accepte le bien suivant :

L'appartement dénommé 106 situé au premier étage avant droit, comprenant:

- en propriété privative et exclusive : un hall d'entrée avec vestiaire, un living (sa. salle à manger) avec cuisine et terrasse, une buanderie, un WC, une salle de bain (et meuble lavabo) et deux chambres.
- en copropriété et indivision forcée : trente-quatre millièmes (34/1.000èmes) dans parties communes dont le terrain

La cave numéro ONZE située au sous-sol comprenant :

- en propriété privative et exclusive : la cave proprement dite avec sa porte
- en copropriété et indivision forcée : deux millièmes (2/1.000èmes) dans les parties communes dont le terrain

Tels que ces biens sont décrits à l'acte de base dont question ci-avant.

CONDITIONS DE L'ECHANGE

1. La SCRL CHEZ NOUS s'engage à ériger et à parachever à ses frais exclusifs les biens décrits ci-dessus dans les règles de l'art et conformément aux stipulations du cahier des charges ci-annexé.
2. Pour autant que de besoin, Madame _____ Monsieur et Madame _____ et Monsieur _____ autorisent de manière irrévocable la SCRL CHEZ NOUS à démolir les immeubles existants et à construire sur leurs parcelles terrains prédécrites le bâtiment projeté et notamment les appartements, caves et emplacements de parkings, objets de l'échange, dont ils deviendront propriétaires privatifs et exclusifs au moment de leur édification et à la suite du présent échange.
3. Le présent échange est fait sans soulte
4. Le présent échange a lieu sous les garanties ordinaires de fait et de droit.
5. Les biens sont cédés pour quittes et libres de toutes dettes et charges privilégiées hypothécaires généralement quelconques.
6. Les co-échangistes se font mutuellement tous abandonnements imposés tant par les statuts que par le cahier des charges ci-annexé.

7. Les biens sont échangés dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont ils pourraient être avantagés ou grevés.

8. La contenance du terrain n'est pas garantie; toute différence en plus ou en moins, même si elle dépasse un/vingtième, fera profit ou perte pour chaque co-échangiste.

9. Chaque co-échangiste aura la propriété et la jouissance des quotités de terrain qui lui sont ci-avant cédées à compter de ce jour, à charge de payer tous impôts mis ou à mettre à partir d'aujourd'hui.

10. Madame Monsieur et Madame et Monsieur deviendront propriétaires des biens leur attribués aux termes du présent échange ainsi que des millièmes dans les parties communes au fur et à mesure de leur incorporation au sol et de la mise en place des matériaux; ils en auront la jouissance dès la réception provisoire et paieront à partir d'aujourd'hui tous impôts mis ou à mettre sur les dits biens; ils prendront ces biens dans leur état futur d'achèvement tel qu'il est établi par le présent acte, les plans et le cahier des charges y annexés. A ce titre, ils reconnaissent avoir connaissance depuis plus de quinze jours des plans précis des bâtiments érigés, du cahier des charges détaillé des travaux, de la date de délivrance du permis de bâtir et des conditions de ce permis, de la description précise des parties privatives et des parties communes, de la date du début des travaux, du délai d'exécution, des éventuels dommages et intérêts en cas de retard d'exécution, ainsi que du mode de réception.

11. La SCRL CHEZ NOUS s'engage à terminer les parties privatives des appartements, caves et emplacements de parkings échangés dans les deux ans des présentes

Tout évènement constituant un obstacle insurmontable à l'exécution normale des obligations de la SCRL CHEZ NOUS ou la contraignant à suspendre temporairement ou définitivement ces travaux pour cause de force majeure, entraîne de plein droit et sans indemnités la prorogation du délai d'exécution ci-avant.

un an au temps
Si la construction n'est pas terminée dans le délai prévu ci-avant, la SCRL CHEZ NOUS s'engage à payer à Madame et à Monsieur

à Monsieur et Madame une indemnité forfaitaire et mensuelle, tout mois commencé étant dû en entier, contractuellement fixée à SIX CENTS EUROS (600.EUR). Cette indemnité sera due à compter du jour de la réception d'une lettre recommandée adressée par ces derniers à la SCRL CHEZ NOUS, cette lettre contiendra la mise en demeure de terminer les travaux dans le délai prévu.

12. La réception provisoire aura lieu à la fin de la construction et en tous cas avant la prise de possession des biens. En cas d'occupation avant la réception provisoire, l'occupant sera présumé avoir accepté tacitement cette réception provisoire sans la moindre réserve.

La réception définitive aura lieu un an après la réception provisoire et pour autant qu'il ait déjà été procédé à la réception définitive des parties communes, y compris les accès, de telle sorte qu'une habitabilité normale soit assurée.

Seul un acte écrit et contradictoire des parties fait la preuve de la réception des ouvrages, tant provisoire que définitive, sauf en cas d'occupation présumant la réception provisoire comme il est dit ci-avant.

De plus, Madame Monsieur et Madame et Monsieur seront présumés agréer provisoirement ou définitivement les travaux s'ils ont laissé sans suite la requête écrite de la SCRL CHEZ NOUS d'effectuer la

réception à une date déterminée et si, dans les quinze jours qui suivent la sommation que la SCRL CHEZ NOUS leur en aura faite par exploit d'huissier, ils ont omis de comparaître à la date fixée dans cet exploit aux fins de réception.

Cette dernière disposition ne s'applique pas à la réception des parties communes.

Le refus de réception est notifié avec ses motifs par une lettre recommandée à la poste adressée à la SCRL CHEZ NOUS.

13. Madame [redacted] Monsieur et Madame [redacted] et Monsieur [redacted] ont été avertis par le Notaire Pierre Sterckmans soussigné des conséquences juridiques éventuelles liées au non aboutissement du projet immobilier et dispensent le Notaire soussigné de toute responsabilité à ce sujet.

14. Les biens cédés à Madame [redacted] aux époux [redacted] et à Monsieur [redacted] le sont quittes et libre de tous impôts.

DECLARATION PRO FISCO

Après que le notaire instrumentant leur ait donné lecture de l'article 203, premier alinéa du code des droits d'enregistrement, les parties déclarent :

a. Échange avec Madame

- que les biens sis chaussée d'Hondzocht au numéro 75 faisant l'objet de l'échange et plus amplement décrits ci-avant sont estimés ([redacted]
- que les appartements 203 et 205, les caves 12 et 18 et les parkings 1 et 2 lui attribués aux termes de l'échange sont estimés savoir [redacted] pour le terrain et [redacted] pour les constructions.

b. Échange avec Monsieur et Madame

- que le bien sis chaussée d'Hondzocht au numéro 79 faisant l'objet de l'échange et plus amplement décrit ci-avant est estimé [redacted]
- que l'appartement 103 et la cave 20 leur attribués aux termes de l'échange sont estimés savoir [redacted] EUR) pour le terrain et [redacted] pour les constructions

c. Échange avec Monsieur

- que le bien sis chaussée d'Hondzocht au numéro 81 faisant l'objet de l'échange et plus amplement décrit ci-avant est estimé [redacted]
- que l'appartement 106 et la cave 11 lui attribué aux termes de l'échange sont estimés savoir [redacted] pour le terrain et [redacted] pour les constructions

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Eclairé par le Notaire soussigné, le conservateur des hypothèques est expressément dispensé de prendre une inscription d'office pour quelque cause que ce soit lors de la transcription des présentes.

FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge de la comparante sous 1. Aucun frais ou taxe n'étant à charge des autres comparants.

CERTIFICAT D'ETAT CIVIL:

Le Notaire soussigné atteste que l'identité des comparants a été établie au vu des registres de l'état civil.

LECTURE DES DISPOSITIONS LEGALES

Le Notaire soussigné a donné lecture aux parties des articles 62 paragraphe 2 et 73 du Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Les copermutants ont déclaré au Notaire soussigné:

- qu'ils ne sont pas assujettis pour l'application de ladite taxe à l'exception de la société coopérative à responsabilité limitée « CHEZ NOUS » laquelle a déclaré être assujettie sous le numéro 400.360.570.
- qu'ils n'ont pas cédé, dans les cinq années précédant la date des présentes, un immeuble avec application de la taxe sur la valeur ajoutée;
- qu'ils ne font pas partie d'une association de fait qui a la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée;
- qu'ils ne font pas partie d'une association momentanée qui a la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée;
- qu'ils n'ont pas été assujettis, dans les cinq ans précédant les présentes, pour l'application du Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, domicile est élu par les parties en leur domicile et siège social respectif.

REGLEMENT COLLECTIF DES DETTES

Les comparants nous déclarent qu'aucune requête en règlement collectif de dettes n'a été introduite à ce jour.

De même les comparants déclarent ne faire l'objet d'aucune procédure en faillite ou en concordat judiciaire, ne pas être placé sous administration provisoire ou sous la surveillance d'un conseil judiciaire.

COHABITATION LEGALE

Les comparants aux présentes déclarent ne pas avoir, à ce jour, fait de déclaration de cohabitation légale auprès de l'Officier de l'Etat Civil compétent.

Ils déclarent dès lors ne pas tomber sous l'application des articles 1475 à 1479 du Code Civil relatifs à la cohabitation légale.

G014187



CERTIFICAT D'ETAT CIVIL:

Le Notaire soussigné atteste que l'identité des comparants a été établie au vu des registres de l'état civil.

*à l'ann. la
not et ...
n. d.
10 11*

DONT ACTE

Fait et passé à Tubize, en l'étude, date que dessus.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et les ajouts éventuels et partiellement des autres dispositions, les parties ont signé avec Nous, Notaire.

Enregistré à Tubize le *12/12/2014*
Rôle(s)
Renvoi(s)
Case 5
Vol. 125 F° 78
Reçu *12/12/2014*

LE RECEVEUR AI
[Signature]
NOTIER P.